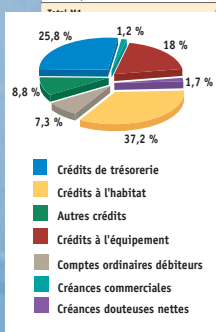


Bulletin trimestriel

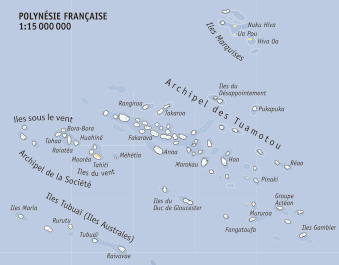
Conjoncture monétaire et financière

M1	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPI	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M1	217 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M2	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
M3	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
M4	-	368	760	368	392	-	106,6 %
M5	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
M6	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
M7	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 145 - Statistiques au 31/12/2010

POLYNÉSIE FRANÇAISE
1:15 000 000



Polynésie française

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, observatoire des tarifs bancaires, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

Sommaire

Synthèse	4
Annexes	8
Méthodologie	8
1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	10
1.1 La masse monétaire	10
1.2 La circulation fiduciaire	11
1.3 Les contreparties de la masse monétaire	11
2. Les avoirs financiers des agents économiques	12
2.1 Les avoirs des ménages	13
2.2 Les avoirs des sociétés	14
2.3 Les avoirs par nature	15
3. L'endettement des agents économiques	16
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	16
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	20
4. Le financement des crédits bancaires	22
4.1 L'équilibre emplois- ressources	22
4.2 Le réescompte	22
5. Les engagements sectoriels	23
6. Les indicateurs de vulnérabilité	25
7. Les échanges de valeurs	25
8. Rappel des taux	25
8.1 Les taux règlementés	25
8.2 Les principaux taux de marché	25
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises	26
8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers	26
8.5 Taux de l'usure	26

Evolution monétaire et financière internationale

La reprise économique mondiale continue de progresser mais demeure inégale, modérée en Europe et aux Etats-Unis, alors que des risques de surchauffe se développent dans les économies émergentes.

Révisée à la baisse, la croissance américaine affiche une progression de 2,8 % sur le quatrième trimestre 2010, marquée par un taux de chômage toujours élevé (8,9 % à fin février) et des indicateurs économiques qui s'améliorent lentement.

Dans la zone euro, le PIB connaît une évolution modérée (+ 0,3 % au dernier trimestre) et demeure fragilisé par la crise de la dette souveraine. De nouvelles tensions sont apparues sur les marchés obligataires à la suite de la dégradation de la notation de l'Espagne et de la Grèce par une agence de notation financière. Toutefois, la crise semble s'atténuer depuis l'adoption d'un Pacte pour l'euro visant à aider les pays de l'Union européenne en difficulté (renforcement du fond européen de stabilisation à 440 milliards d'euros). L'euro s'est nettement redressé par rapport au troisième trimestre 2010 et s'échangeait à plus de 1,38 dollar sur le début du mois de mars 2011.

En Asie, la situation économique du Japon est particulièrement préoccupante après le séisme, le tsunami et l'accident nucléaire qui ont dévasté la côte pacifique au nord de Tokyo. La Banque centrale a injecté 15 000 milliards de yens (soit 131,6 milliards d'euros) dans treize banques des régions sinistrées. Enfin, dans un contexte de surchauffe économique ces dernières années, la Chine s'est fixée un objectif de croissance plus raisonnable (7 % en moyenne par an) et plus qualitatif (réduction des inégalités) pour les cinq ans à venir.

La reprise économique mondiale et un contexte géopolitique particulièrement tendu dans les pays arabes ont conduit à une envolée des cours des matières premières et des prix alimentaires. Ainsi, le baril de pétrole a atteint un niveau record en dépassant la barre des 100 dollars à la fin du mois de février 2011. Les tensions inflationnistes s'accroissent dans la plupart des économies mondiales et risquent de peser sur la reprise actuelle. Toutefois, la BCE et la FED ont maintenu leurs taux directeurs à des niveaux historiquement bas, soit

respectivement 1 % et dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %.

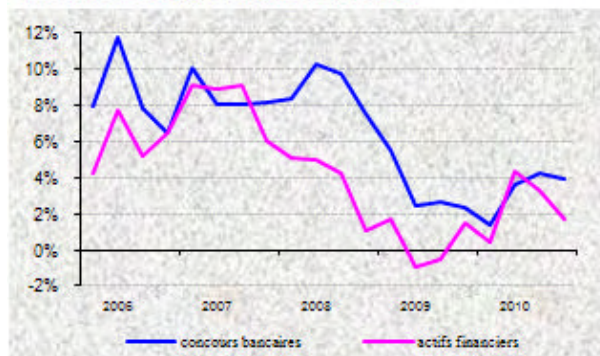
Dans ce contexte économique, la plupart des grandes banques internationales ont affiché des résultats en redressement pour l'année 2010, en partie liée à la baisse significative du coût du risque. Les cinq premières banques françaises ont ainsi cumulé 21 milliards d'euros de profit. Toutefois, les nouvelles contraintes réglementaires (Bâle III¹) constituent un défi pour la rentabilité des banques qui cherchent d'ores et déjà à mettre en œuvre des solutions pour capter des liquidités.

Faible progression de l'activité des banques polynésiennes sur le dernier trimestre 2010

En Polynésie française, le timide regain d'activité de l'économie observé au troisième trimestre 2010 ne s'est pas confirmé en fin d'année. Dans ces conditions, les établissements de crédit ont enregistré une faible progression de leur activité. Alors que la collecte de dépôts se heurte aux tensions de trésorerie et aux arbitrages des agents économiques en faveur d'une épargne plus rémunératrice (tels les produits d'assurance-vie), l'octroi de crédits reste atone, à l'exception des crédits à l'habitat consentis aux ménages.

Par ailleurs, la situation financière des agents économiques continuant de se détériorer, les établissements de crédit ont été affectés par une nouvelle dégradation de la qualité de leurs portefeuilles, comme l'illustre la forte progression de l'encours des créances douteuses.

Evolution en glissement annuel

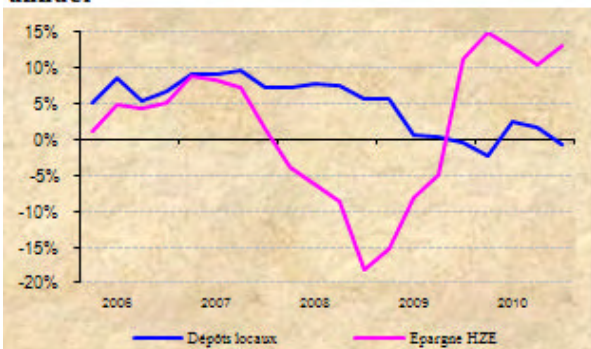


¹ Transposition en droit national d'ici le 1^{er} janvier 2013.

Faible rythme de progression des actifs financiers : augmentation de l'épargne des entreprises et des ménages, mais chute pour les autres agents.

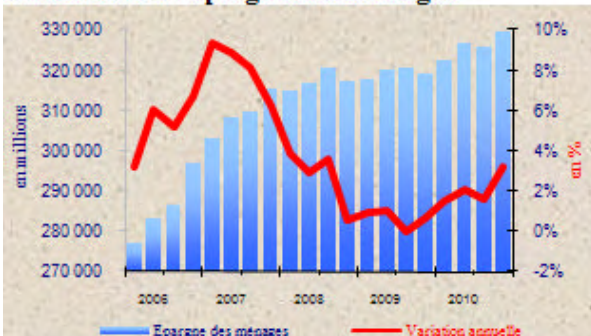
Au 31 décembre 2010, l'ensemble des actifs financiers détenus par l'ensemble des agents économiques polynésiens s'élevait à 487,9 milliards de F CFP. Si la croissance annuelle de l'encours global (+ 1,7 % à fin 2010) est comparable à 2009 (+ 1,5 %), elle reste en deçà de celles observées les trimestres précédents (+ 4,4 % en juin et + 3,3 % en septembre). Cette progression des actifs financiers porte essentiellement sur des produits d'épargne à long terme, collectés localement et orientés sur des placements financiers extérieurs. Ces derniers se sont inscrits en hausse de 3,4 % sur le trimestre et de 13,1 % sur l'année. Pour leur part, les dépôts locaux ont stagné par rapport au troisième trimestre et se sont même contractés de 0,7 % en un an.

Evolution des actifs financiers en glissement annuel



Les actifs financiers des ménages ont augmenté de 3,2 % par rapport à décembre 2009, enregistrant à ce titre le taux de croissance annuel le plus élevé depuis deux ans.

Evolution de l'épargne des ménages

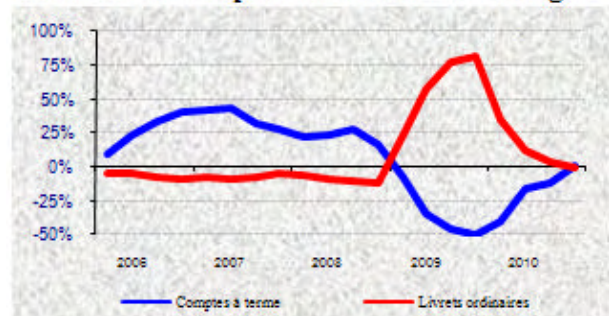


Cette évolution s'explique surtout par la progression de l'épargne à long terme (+ 4,8 % sur le trimestre et + 17,4 % sur l'année) : certains ménages ont procédé à des arbitrages en faveur des placements plus rémunérateurs, privilégiant notamment les

contrats d'assurance-vie¹ (+ 6,1 % en trois mois, + 23,3 % en un an).

L'encours des dépôts à vue a stagné (+ 0,1 %). De surcroît, les comptes sur livrets et les comptes à terme des ménages ont faiblement progressé sur l'année (avec respectivement + 0,2 % et + 0,5 %), en raison de leurs taux de rémunération peu attractifs.

Taux de croissance annuel des comptes à terme et des comptes sur livrets des ménages



De son côté, l'encours des dépôts des sociétés a enregistré une augmentation de 5,4 % en glissement annuel, résultant des progressions conjuguées de leurs comptes à terme (+ 15 %) et de leurs dépôts à vue (+ 4,1 %) : comme au trimestre précédent, les sociétés disposant d'une meilleure assise financière ont souhaité à la fois optimiser une partie de leur avoirs et conserver des liquidités immédiatement disponibles.

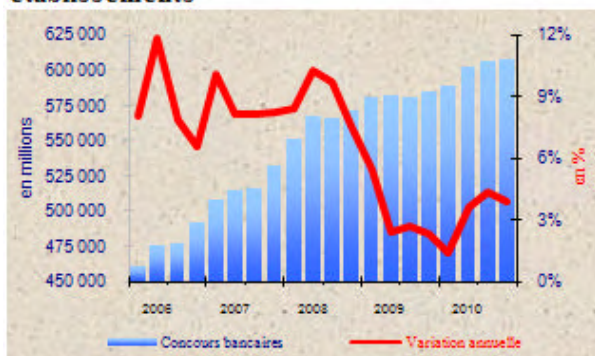
Ces tendances favorables sur le marché des ménages et des entreprises ont toutefois été contrebalancées par la chute des actifs financiers des autres agents (- 14 % par rapport à décembre 2009), notamment des comptes à terme qui accusent une baisse de 3,5 milliards de F CFP en l'espace d'un an.

Ralentissement de la croissance des concours bancaires, contraction de l'encours sain des crédits aux ménages

Au 31 décembre 2010, l'encours des crédits de l'ensemble des établissements de crédit s'est élevé à 607,8 milliards de F CFP, en hausse de 3,9 % en glissement annuel

¹ En dépit d'un rendement en baisse en 2010, leur niveau de rémunération avoisine les 3,6 % en moyenne, un niveau bien plus élevé que celui des comptes sur livrets ou à terme.

Evolution des concours bancaires de tous les établissements



L'encours sain des crédits aux ménages totalise 269 milliards de F CFP au 31 décembre 2010, accusant un repli de -0,6% sur un ana. Cette tendance qui n'avait pas été observée depuis 1998, s'explique par le double effet du ralentissement de la production de crédit auprès de cette clientèle¹ et par le déclasserment de créances impayées.

Evolution de l'endettement des ménages



Bien qu'à un rythme inférieur à sa moyenne de longue période, les crédits à l'habitat des ménages (61 % de leur encours) ont poursuivi leur croissance. Ils ont progressé de 2,5 % par rapport à décembre 2009, soutenus par la mise en œuvre en septembre 2010 d'un nouveau dispositif de soutien à l'investissement des particuliers².

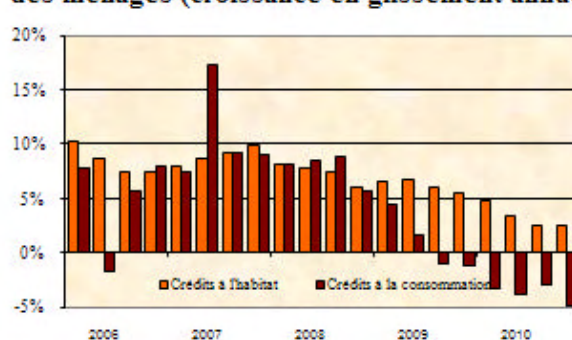
Pour sa part, la consommation des ménages continue de pâtir du défaut de confiance ainsi que d'un marché de l'emploi toujours en repli³ : l'encours des crédits à la consommation a reculé à un rythme inégalé de 4,9 % en glissement annuel.

¹ Le taux de croissance annuel de l'encours sain des crédits aux ménages n'a cessé de ralentir depuis deux ans.

² Ce dispositif est constitué du prêt d'accès à la propriété (PAP), de la prime à l'investissement des ménages (PIM) et du prêt incitatif au logement (PIL).

³ En décembre 2010, l'indice de l'emploi salarié marchand a reculé de 2,6 % en rythme annuel.

Crédits à l'habitat et crédits à la consommation des ménages (croissance en glissement annuel)

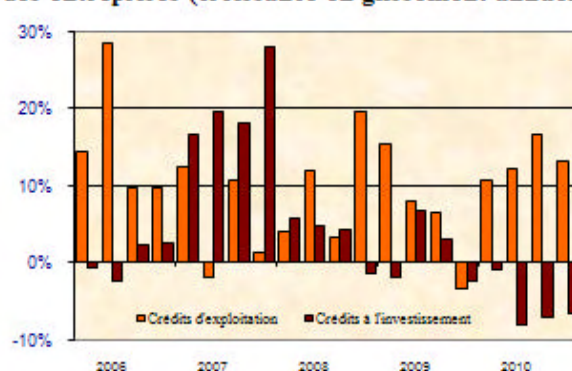


L'encours des crédits aux entreprises s'est établi à 187,9 milliards de F CFP en décembre 2010. Il a crû de 3,4 % en l'espace d'un an mais a fléchi de 2,4 % sur les trois derniers mois, évolution qui résulte de situations différenciées.

Les crédits d'exploitation ont fortement augmenté en 2010 (+13,1 %). Dans le détail, la progression marquée des crédits de trésorerie sur l'année s'explique essentiellement par une opération isolée d'un montant élevé réalisée au premier trimestre 2010⁴. Par ailleurs, sur le seul dernier trimestre, leur encours s'est replié de 5,4 % témoignant de l'atonie de la conjoncture économique. Les difficultés de trésorerie des entreprises se sont traduites par un recours accru au découvert, leurs comptes ordinaires débiteurs s'inscrivant en hausse de 20,4 % en glissement annuel en dépit d'une baisse de 11 % sur le dernier trimestre de l'année.

La morosité de la conjoncture économique et l'absence de visibilité à moyen terme ont contraint les entreprises à différer ou à réduire leurs investissements : les crédits à l'équipement ont reculé de 6,6 % entre décembre 2009 et décembre 2010.

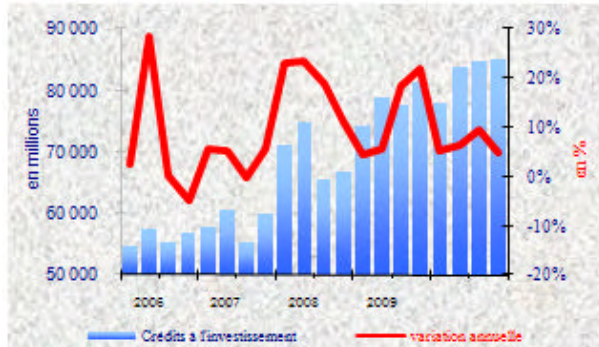
Crédits d'exploitation et crédits d'investissement des entreprises (croissance en glissement annuel)



⁴ Déduction faite du montant de cette opération importante, les crédits de trésorerie des entreprises s'inscrivent en retrait.

Au 31 décembre 2010, l'encours sain des crédits aux collectivités locales (88,4 milliards de FCFP) a crû de 4,4 % en glissement annuel, soutenu par la hausse des crédits à l'équipement (+ 4,7 %).

Evolution des crédits d'investissement des collectivités locales



Nouvelle détérioration de la sinistralité des agents économiques polynésiens

La dégradation des risques des établissements de crédit polynésiens s'est poursuivie au dernier trimestre 2010. S'élevant à 53,2 milliards de FCFP en décembre 2010, les créances douteuses brutes ont enregistré une nouvelle hausse sensible de leur encours : + 10,6 % sur le trimestre et + 35,4 % en un an. Les créances douteuses et litigieuses représentent désormais 11 % de l'encours brut total des banques polynésiennes (10 % en septembre 2010 et 8,5 % en décembre 2009). Le taux de provisionnement s'est abaissé à 49 %, contre 56,5 % un an auparavant.

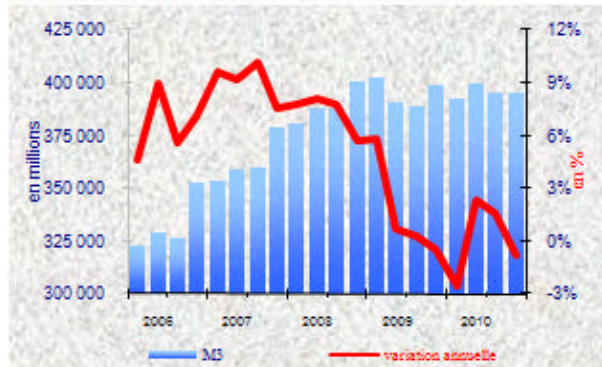
Evolution des créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux



Erosion de la masse monétaire

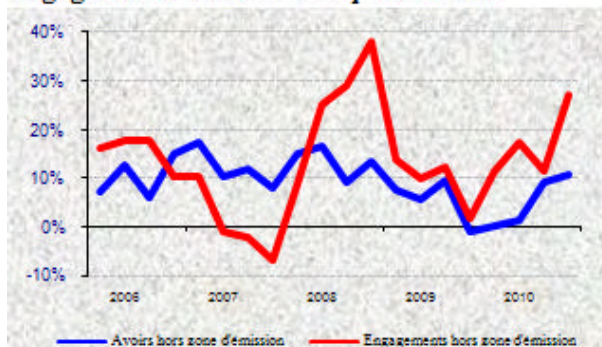
S'établissant à 395,5 milliards de FCFP à l'issue du dernier trimestre de l'année, la masse monétaire M3 s'est contractée de 0,9 % par rapport à décembre 2009, résultant en grande partie de la baisse de l'encours des dépôts à vue (- 1,1 %).

Evolution de la masse monétaire M3



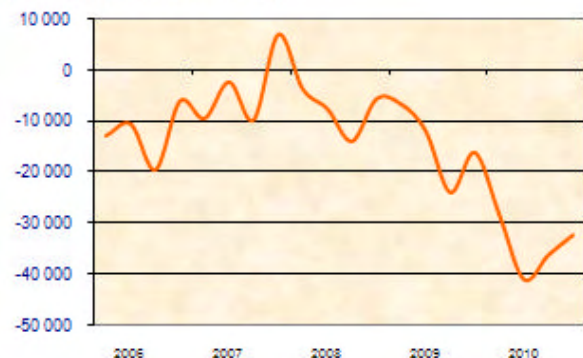
Confrontées à un net ralentissement de la collecte de dépôts auprès de leur clientèle, les banques locales ont été contraintes de solliciter des ressources financières auprès de leur maison-mère. Ainsi, en 2010, les engagements hors zone (HZE) du système bancaire ont crû de 27 %. Dans le même temps, leurs avoirs hors zone ont augmenté moins rapidement, de 14,9 %.

Taux de croissance annuel des avoirs et engagements HZE des banques locales



Dans ces conditions, le déséquilibre de la position extérieure nette du système bancaire local s'est creusé en un an, atteignant -32,6 milliards de FCFP (contre - 16,4 milliards en décembre 2009).

Position extérieure nette du système bancaire (en millions de FCFP)



Annexes

Méthodologie

Les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) et les établissements de crédit hors de la zone d'émission (ECHZE).

Conformément à la méthodologie appliquée par la Banque de France et énoncée par le FMI, l'IEOM distingue deux types d'établissement de crédit en fonction du secteur émetteur de monnaie. Par construction, les établissements de crédit résidents de la zone d'émission (ECZE) sont ceux disposant d'un guichet dans la zone monétaire et dont l'activité est de recevoir des dépôts et qui, pour leur propre compte, consentent des crédits. Les établissements intervenant depuis la métropole sans aucune implantation locale, ou ayant une représentation locale mais qui pour des questions d'organisation n'identifient pas chacune de leurs implantations par l'attribution d'un guichet, sont considérés comme établissements de crédit hors de la zone d'émission (ECHZE).

1) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors de la collectivité.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

2) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (ECZE et ECHZE) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE).

Les principaux établissements de crédit hors de la zone d'émission et intervenant dans la collectivité sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Remarque : *La série des encours de crédit accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) présente une rupture à compter de l'arrêté du 31 mars 2007. En effet, ils ont été complétés par les données issues du Service central des Risques (SCR) de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Polynésie française.*

Conjoncture financière et bancaire

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

3) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2,5 millions de F CFP de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

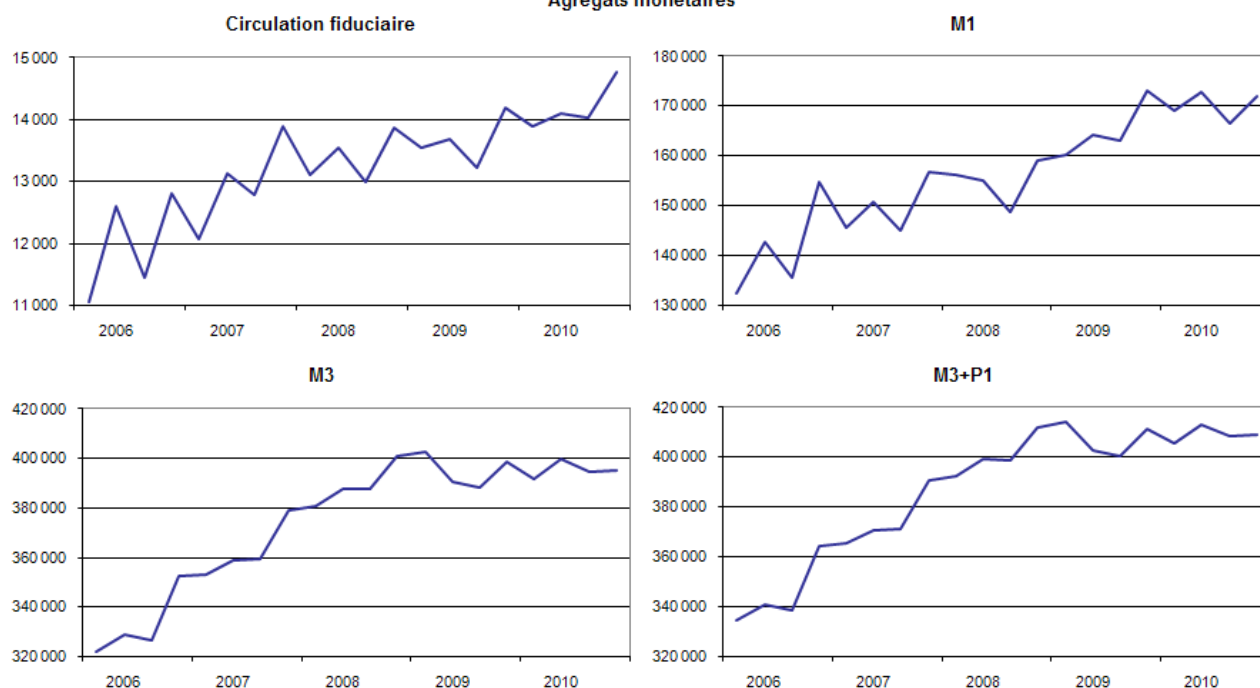
Secteurs	Codes NAF (nomenclature INSEE)
Agriculture, élevage, pêche	10
Industrie	20
Construction	30
Commerce	40
Hôtellerie - Restauration	52
Transport	51A
Services	51B, 52B, 53

1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire

1.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an	
Circulation fiduciaire	11 491	12 822	13 899	13 879	14 192	13 890	14 097	14 041	14 781	5,3%	4,1%	
Billets	9 780	11 026	12 003	11 925	12 179	11 894	12 092	12 018	12 731	5,9%	4,5%	
Pièces	1 711	1 795	1 896	1 954	2 013	1 996	2 005	2 023	2 050	1,3%	1,8%	
Dépôts à vue	124 978	141 923	142 932	145 336	159 031	155 183	158 774	152 409	157 218	3,2%	-1,1%	
TOTAL M1	136 468	154 744	156 831	159 215	173 222	169 073	172 871	166 449	171 998	3,3%	-0,7%	
M2-M1	78 855	71 774	67 805	60 962	109 949	110 720	110 362	109 605	109 943	0,3%	0,0%	
Comptes sur livrets	78 605	71 533	67 603	60 756	109 728	110 493	110 138	109 385	109 713	0,3%	0,0%	
Comptes épargne logement	250	241	202	206	221	227	224	221	230	4,2%	4,2%	
TOTAL M2	215 323	226 518	224 636	220 177	283 171	279 793	283 233	276 054	281 941	2,1%	-0,4%	
M3-M2	113 655	125 994	154 523	180 659	115 747	112 207	116 347	118 681	113 531	-4,3%	-1,9%	
Dépôts à terme	83 298	115 116	143 963	169 696	108 024	105 891	111 979	114 579	109 472	-4,5%	1,3%	
Titres de créance négociables	16 768	2 280	2 489	1 386	1 631	1 093	383	452	0	-100,0%	-100,0%	
Bons de caisse	13 590	8 598	8 072	9 577	6 091	5 223	3 985	3 649	4 058	11,2%	-33,4%	
Total M3	328 979	352 512	379 159	400 837	398 918	392 001	399 580	394 735	395 472	0,2%	-0,9%	
P1	11 921	11 985	11 888	11 393	12 570	13 496	13 681	13 702	13 860	1,2%	10,3%	
Plans d'épargne logement	11 921	11 985	11 888	11 393	12 570	13 496	13 681	13 702	13 860	1,2%	10,3%	
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
M3+P1	340 899	364 497	391 047	412 230	411 488	405 497	413 261	408 437	409 332	0,2%	-0,5%	

Agrégats monétaires



Conjoncture financière et bancaire

1.2 La circulation fiduciaire

Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an	
En nombre	5 247 890	6 005 907	6 494 692	6 847 370	7 036 058	6 996 073	7 074 629	7 113 131	7 496 831	5,4%	6,5%	
10 000 F CFP	866 739	1 000 054	1 058 947	1 104 268	1 117 837	1 070 480	1 089 300	1 079 195	1 139 992	5,6%	2,0%	
5 000 F CFP	515 427	604 461	634 538	608 774	529 507	524 310	492 983	473 579	537 095	13,4%	1,4%	
1 000 F CFP	2 663 055	3 046 289	3 324 523	3 555 708	3 658 487	3 665 742	3 739 780	3 753 786	3 950 768	5,2%	8,0%	
500 F CFP	1 202 669	1 355 103	1 476 684	1 578 620	1 730 227	1 735 541	1 752 566	1 806 571	1 868 976	3,5%	8,0%	
En millions de F CFP	14 509	16 747	17 825	18 432	18 350	17 860	17 974	17 817	18 971	6,5%	3,4%	
10 000 F CFP	8 667	10 001	10 589	11 043	11 178	10 705	10 893	10 792	11 400	5,6%	2,0%	
5 000 F CFP	2 577	3 022	3 173	3 044	2 648	2 622	2 465	2 368	2 685	13,4%	1,4%	
1 000 F CFP	2 663	3 046	3 325	3 556	3 658	3 666	3 740	3 754	3 951	5,2%	8,0%	
500 F CFP	601	678	738	789	865	868	876	903	934	3,5%	8,0%	

Emissions de pièces	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an	
En nombre	148 725 313	155 982 284	162 455 023	168 914 253	174 048 908	174 459 254	175 427 758	176 178 159	177 837 676	0,9%	2,2%	
100 F CFP	9 367 961	9 875 001	10 484 780	10 775 658	11 103 264	10 963 270	11 024 295	11 176 454	11 321 076	1,3%	2,0%	
50 F CFP	4 012 286	4 158 044	4 414 800	4 561 059	4 682 686	4 632 190	4 644 692	4 668 943	4 754 696	1,8%	1,5%	
20 F CFP	10 471 454	10 985 979	11 466 243	11 796 238	12 127 982	12 058 046	12 083 314	12 088 384	12 270 412	1,5%	1,2%	
10 F CFP	14 659 490	15 298 496	16 016 957	16 630 874	17 114 445	17 092 558	17 128 580	17 191 594	17 411 073	1,3%	1,7%	
5 F CFP	16 766 960	17 562 171	18 382 577	19 166 649	19 845 818	19 903 825	20 012 530	20 072 931	20 256 532	0,9%	2,1%	
2 F CFP	39 404 825	41 090 333	43 019 410	44 734 868	46 070 868	46 321 448	46 609 446	46 763 951	47 068 069	0,7%	2,2%	
1 F CFP	54 042 337	57 012 260	58 670 256	61 248 907	63 103 845	63 487 917	63 924 901	64 215 902	64 755 818	0,8%	2,6%	
En millions de F CFP	1 710	1 795	1 895	1 954	2 013	1 996	2 005	2 023	2 050	1,3%	1,8%	
100 F CFP	937	988	1 048	1 078	1 110	1 096	1 102	1 118	1 132	1,3%	2,0%	
50 F CFP	201	208	221	228	234	232	232	233	238	1,8%	1,5%	
20 F CFP	209	220	229	236	243	241	242	242	245	1,5%	1,2%	
10 F CFP	147	153	160	166	171	171	171	172	174	1,3%	1,7%	
5 F CFP	84	88	92	96	99	100	100	100	101	0,9%	2,1%	
2 F CFP	79	82	86	89	92	93	93	94	94	0,7%	2,2%	
1 F CFP	54	57	59	61	63	63	64	64	65	0,8%	2,6%	

1.3 Les contreparties de la masse monétaire

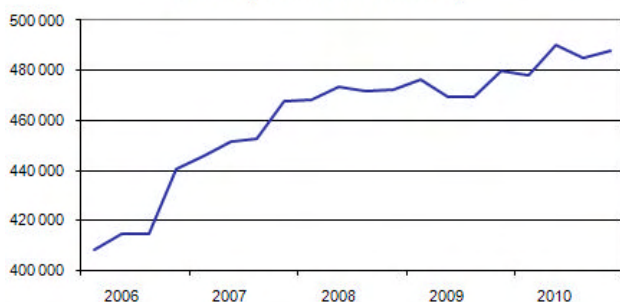
Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an	
Avoirs hors zone d'émission	94 865	109 092	117 888	133 711	132 224	132 289	131 955	131 631	146 344	11,2%	10,7%	
Institut d'émission	21 116	28 623	30 437	28 099	35 168	37 103	39 631	34 474	34 815	1,0%	-1,0%	
Etablissements de crédit	73 749	80 469	87 452	105 612	97 056	95 187	92 324	97 157	111 529	14,8%	14,9%	
Créances du Trésor public	6 134	7 259	6 019	6 885	7 574	8 051	5 579	4 709	4 709	0,0%	-37,8%	
Concours sur ressources monétaires	227 980	236 160	255 252	260 239	259 119	251 660	262 046	258 395	244 419	-5,4%	-5,7%	
Concours de caractère bancaire des EC locaux	374 671	403 704	429 326	458 429	464 330	471 842	478 644	481 681	481 336	-0,1%	3,7%	
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	146 691	167 543	174 074	198 190	205 210	220 182	216 598	223 286	236 918	6,1%	15,5%	
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	22 699	28 672	32 300	35 067	38 189	39 063	37 929	38 541	39 033	1,3%	2,2%	
Provisions sur créances douteuses	12 675	14 751	14 782	16 761	22 175	22 776	24 121	25 326	26 070	2,9%	17,6%	
Engagements hors zone d'émission	78 717	86 790	80 723	111 505	113 457	123 771	133 600	133 640	144 081	7,8%	27,0%	
Epargne contractuelle	11 921	11 985	11 888	11 393	12 570	13 496	13 681	13 702	13 860	1,2%	10,3%	
Divers	20 681	25 346	34 380	23 463	18 819	21 076	7 268	12 076	13 873	14,9%	-26,3%	
Total M3	328 979	352 512	379 159	400 835	398 918	392 001	399 580	394 735	395 472	0,2%	-0,9%	
Position extérieure nette	-4 967	-6 321	6 728	-5 893	-16 401	-28 585	-41 276	-36 483	-32 552	-10,8%	98,5%	

2. Les avoirs financiers des agents économiques

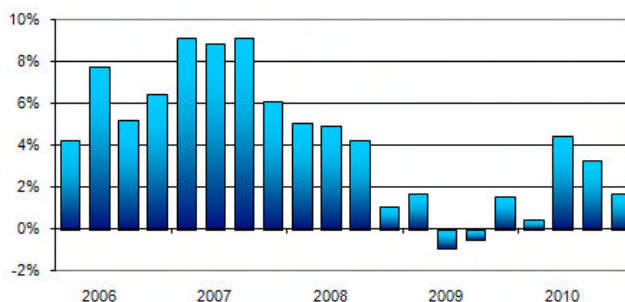
Actifs par agent	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an	
Sociétés	99 959	95 590	103 520	99 581	105 485	105 940	108 524	111 778	111 143	-0,6%	5,4%	
Dépôts à vue	49 627	56 486	57 675	53 007	67 450	67 910	64 670	65 997	70 223	6,4%	4,1%	
Placements liquides ou à court terme	50 315	38 138	44 727	46 113	37 528	37 493	43 318	45 234	40 362	-10,8%	7,6%	
Comptes d'épargne à régime spécial	2	2	2	0	0	0	0	0	0	0,0%	1,6%	
Placements indexés sur les taux du marché	50 313	38 136	44 724	46 113	37 527	37 493	43 318	45 234	40 362	-10,8%	7,6%	
<i>dont comptes à terme</i>	25 471	27 301	33 147	37 046	31 663	32 830	39 375	41 275	36 400	-11,8%	15,0%	
<i>dont OPCVM monétaires</i>	3 173	4 965	5 393	3 022	2 302	2 234	2 266	2 226	2 116	-4,9%	-8,0%	
<i>dont certificats de dépôts</i>	16 768	2 280	2 489	1 386	1 631	1 093	383	452	0	-100,0%	-100,0%	
Epargne à long terme	17	967	1 118	460	508	537	536	547	557	2,0%	9,7%	
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	3	841	983	330	341	368	364	370	280	-24,4%	-17,9%	
Ménages	278 264	296 867	315 364	317 076	319 062	322 631	326 827	325 611	329 315	1,1%	3,2%	
Dépôts à vue	65 423	70 252	69 902	72 848	72 274	73 094	73 862	73 768	72 368	-1,9%	0,1%	
Placements liquides ou à court terme	143 255	154 748	171 888	182 135	171 366	169 152	171 545	167 368	168 429	0,6%	-1,7%	
Comptes d'épargne à régime spécial	76 180	69 254	65 983	58 587	106 443	107 737	107 751	106 844	106 661	-0,2%	0,2%	
<i>Livrets ordinaires</i>	75 734	69 012	65 781	58 381	106 222	107 511	107 527	106 623	106 431	-0,2%	0,2%	
<i>Comptes d'épargne logement</i>	250	241	202	206	221	227	224	221	229	4,0%	4,1%	
Placements indexés sur les taux du marché	67 076	85 495	105 906	123 548	64 923	61 414	63 794	60 524	61 768	2,1%	-4,9%	
<i>dont comptes à terme</i>	53 972	75 971	96 622	112 396	56 664	54 135	58 022	55 406	56 969	2,8%	0,5%	
<i>dont bons de caisse</i>	8 678	5 005	4 373	4 914	4 157	3 886	2 689	2 366	2 211	-6,6%	-46,8%	
<i>dont OPCVM monétaires</i>	4 426	4 518	4 910	6 237	4 101	3 394	3 084	2 752	2 589	-5,9%	-36,9%	
Epargne à long terme	69 585	71 867	73 573	62 094	75 422	80 386	81 420	84 475	88 518	4,8%	17,4%	
<i>Plans d'épargne logement</i>	11 921	11 985	11 888	11 393	12 570	13 496	13 681	13 687	13 845	1,2%	10,1%	
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	
<i>Portefeuille-titres</i>	5 217	4 170	3 111	2 750	5 335	5 499	5 504	5 637	5 711	1,3%	7,0%	
<i>OPCVM non monétaires</i>	14 847	14 940	13 417	6 250	6 617	6 370	6 066	6 024	6 223	3,3%	-6,0%	
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	37 601	40 772	45 158	41 700	50 899	55 020	56 168	59 127	62 739	6,1%	23,3%	
Autres agents	35 917	48 361	48 784	55 905	55 295	49 804	54 771	47 352	47 468	0,2%	-14,2%	
Dépôts à vue	9 927	15 185	15 354	19 481	19 307	14 180	20 242	12 643	14 626	15,7%	-24,2%	
Placements liquides ou à court terme	11 808	19 306	20 660	25 020	23 778	22 681	21 697	21 621	19 663	-9,1%	-17,3%	
Comptes d'épargne à régime spécial	2 674	2 518	1 820	2 375	3 506	2 982	2 611	2 761	3 281	18,9%	-6,4%	
Placements indexés sur les taux du marché	9 134	16 788	18 840	22 645	20 273	19 699	19 086	18 860	16 382	-13,1%	-19,2%	
<i>dont comptes à terme</i>	3 855	11 844	14 194	20 254	19 697	18 926	14 582	17 899	16 103	-10,0%	-18,2%	
Epargne à long terme	14 182	13 870	12 770	11 404	12 210	12 943	12 832	13 087	13 178	0,7%	7,9%	
TOTAL	414 140	440 819	467 668	472 562	479 842	478 375	490 122	484 741	487 925	0,7%	1,7%	
Dépôts à vue	124 978	141 923	142 932	145 336	159 031	155 183	158 774	152 409	157 218	3,2%	-1,1%	
Placements liquides ou à court terme	205 378	212 192	237 275	253 269	232 672	229 326	236 560	234 224	228 454	-2,5%	-1,8%	
Comptes d'épargne à régime spécial	78 855	71 774	67 805	60 962	109 949	110 720	110 362	109 605	109 943	0,3%	0,0%	
Placements indexés sur les taux du marché	126 524	140 418	169 470	192 307	122 723	118 606	126 198	124 618	118 512	-4,9%	-3,4%	
Epargne à long terme	83 784	86 704	87 461	73 957	88 140	93 866	94 787	98 109	102 254	4,2%	16,0%	

Total des actifs financiers

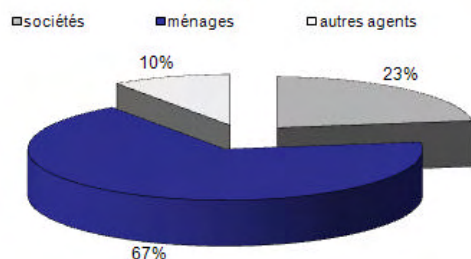
Encours (en millions de F. CFP)



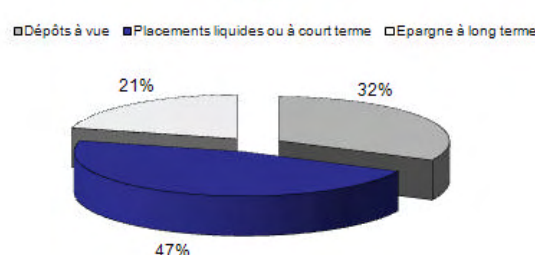
Variations sur un an



**Répartition des actifs financiers par agent économique
déc-10**

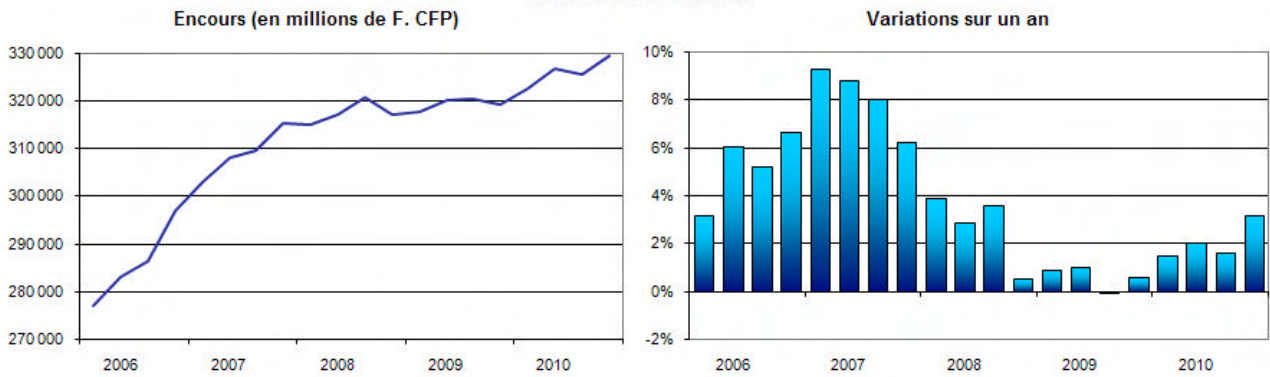


**Répartition des actifs financiers par nature
déc-10**

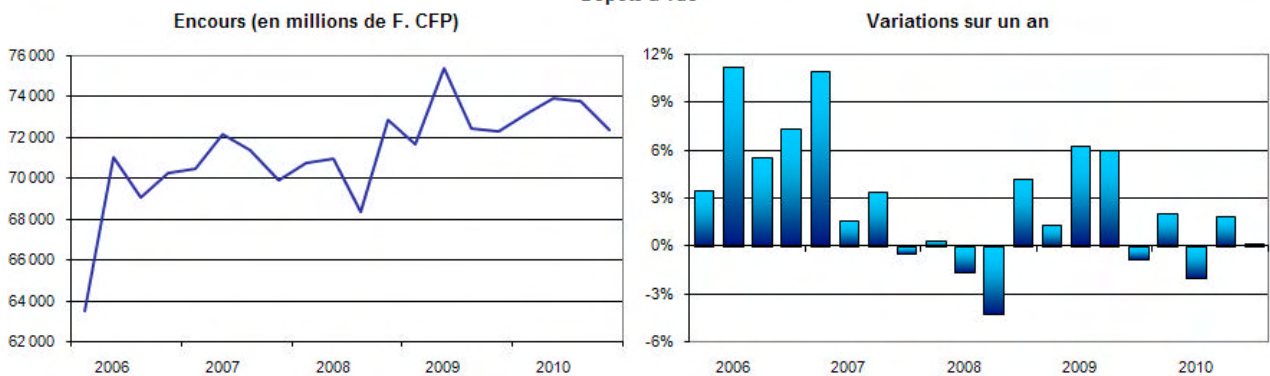


2.1 Les avoirs des ménages

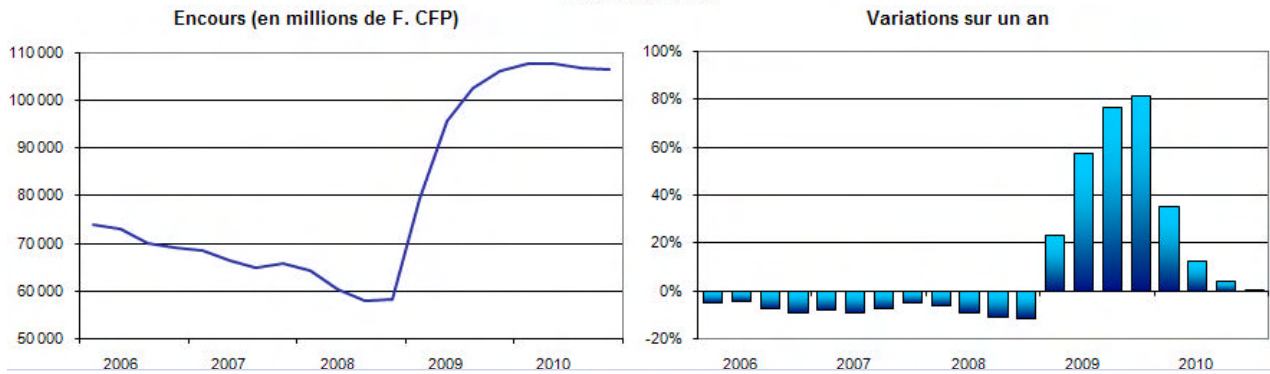
Total des actifs financiers



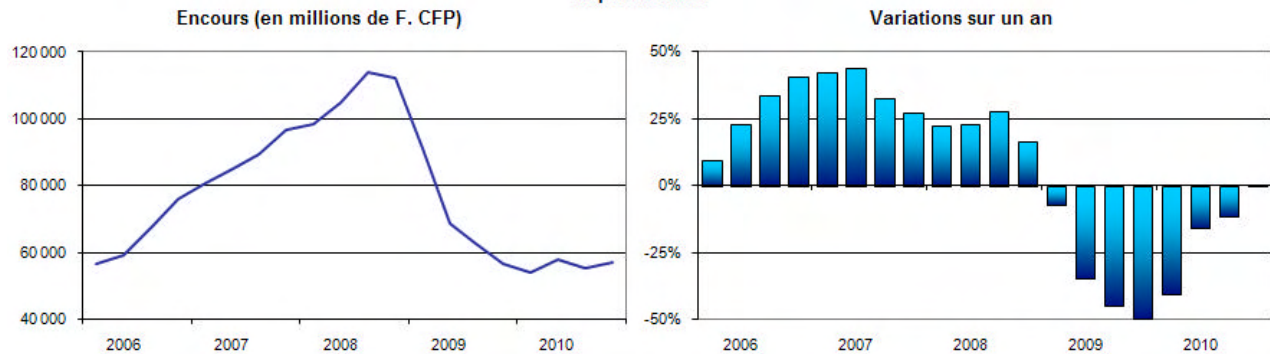
Dépôts à vue



Livrets ordinaires

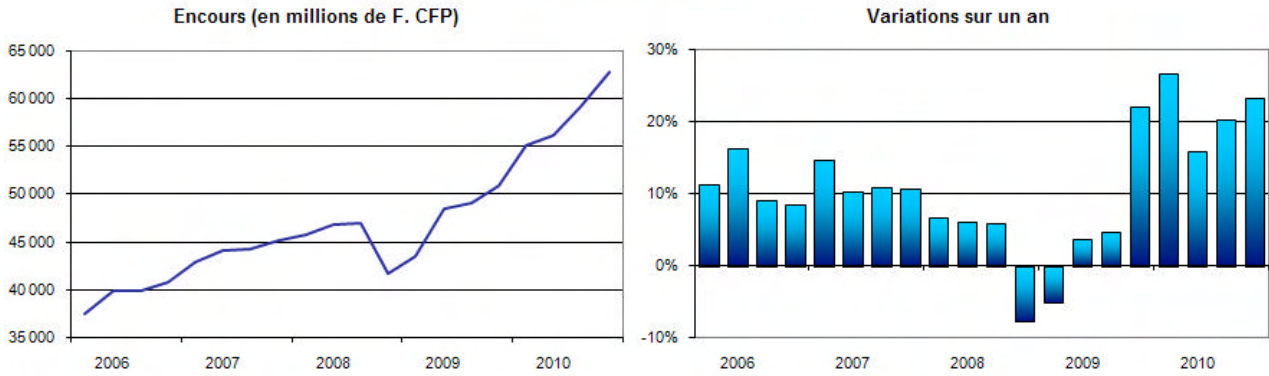


Dépôts à terme



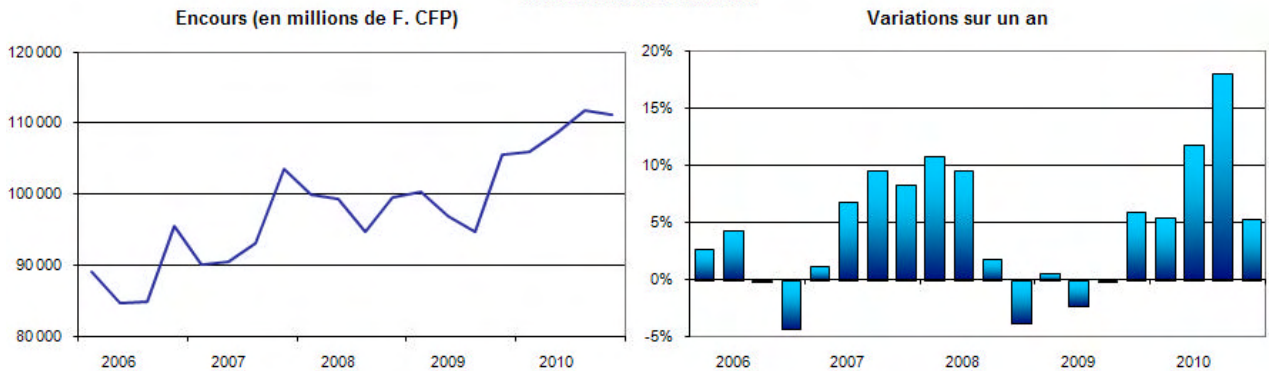
Conjoncture financière et bancaire

Contrats d'assurance-vie

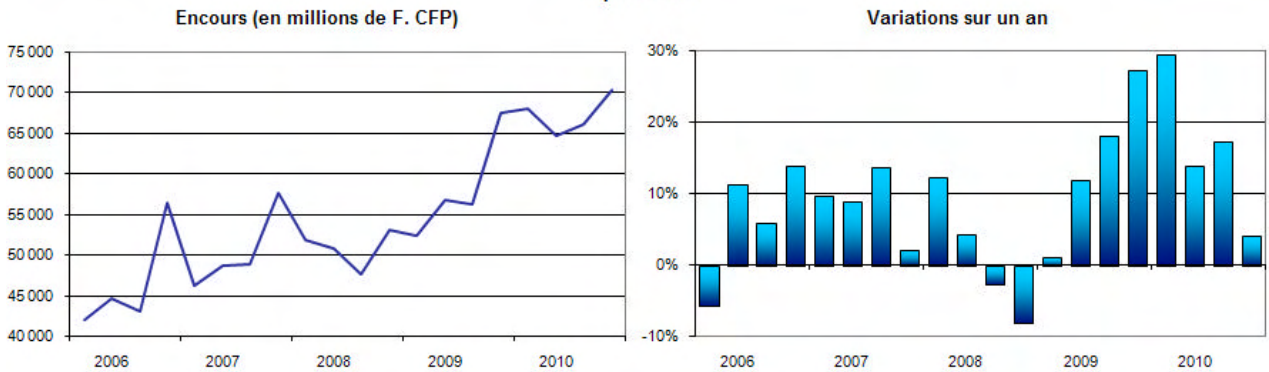


2.2 Les avoirs des sociétés

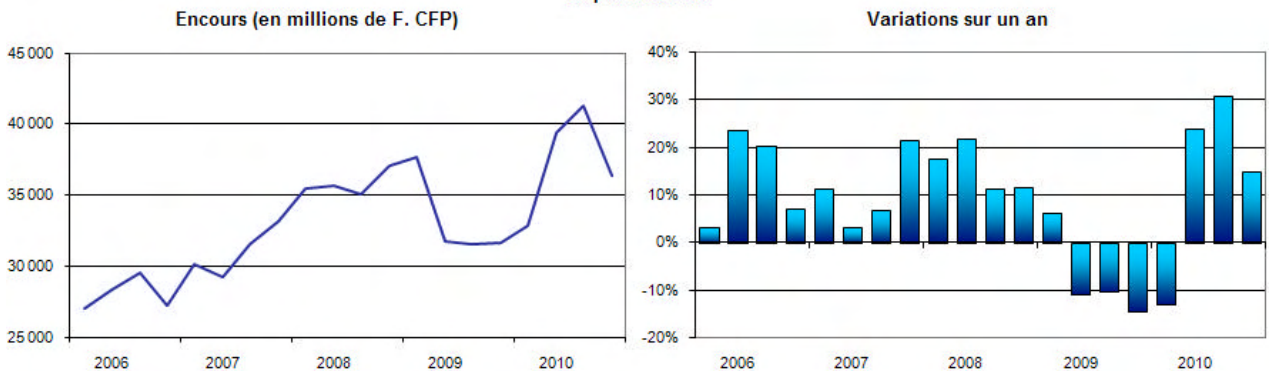
Total des actifs financiers



Dépôts à vue



Dépôts à terme

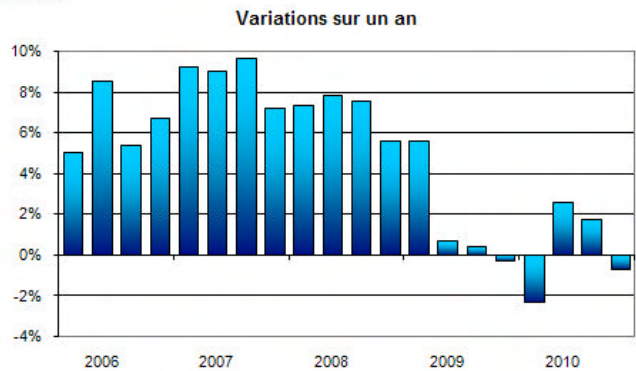
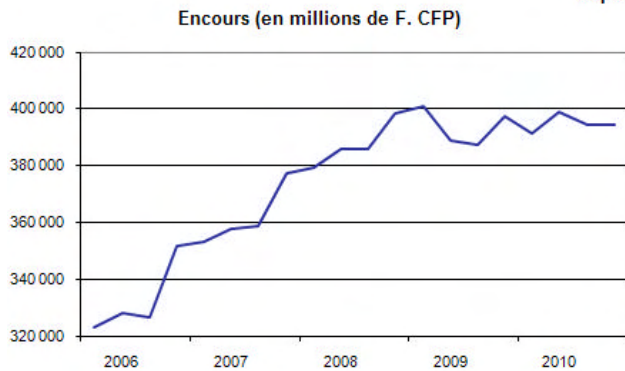


Conjoncture financière et bancaire

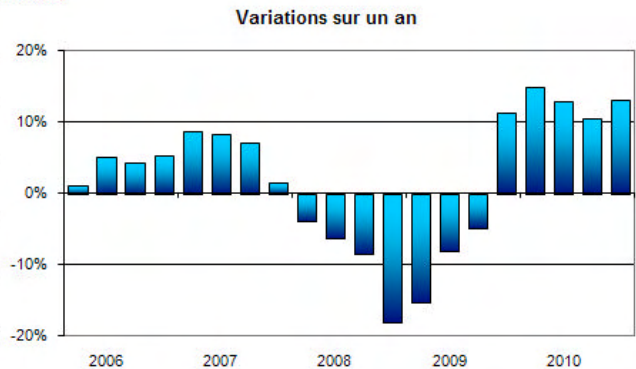
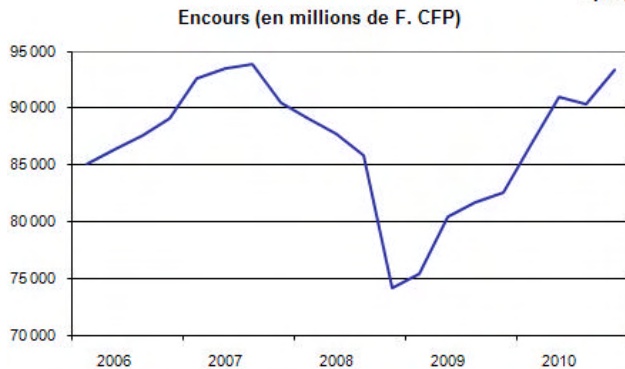
2.3 Les avoirs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an	
Dépôts locaux	329 408	351 675	377 148	398 351	397 296	391 607	399 165	394 397	394 551	0,0%	-0,7%	
Dépôts à vue	124 978	141 923	142 932	145 336	159 031	155 183	158 774	152 409	157 218	3,2%	-1,1%	
Comptes d'épargne à régime spécial	90 775	83 759	79 693	72 355	122 519	124 216	124 043	123 308	123 803	0,4%	1,0%	
Livrets ordinaires	76 919	70 320	67 226	59 505	108 174	109 515	110 003	108 981	109 264	0,3%	1,0%	
Comptes d'épargne logement	250	241	202	206	221	227	224	221	230	4,2%	4,2%	
Plans d'épargne logement	11 921	11 985	11 888	11 393	12 570	13 496	13 681	13 702	13 860	1,2%	10,3%	
Dépôts à terme	83 298	115 116	143 963	169 696	108 024	105 891	111 979	114 579	109 472	-4,5%	1,3%	
Bons de caisse	13 590	8 598	8 072	9 577	6 091	5 223	3 985	3 649	4 058	11,2%	-33,4%	
Titres de créances négociables	16 768	2 280	2 489	1 386	1 631	1 093	383	452	0	-100,0%	-100,0%	
Epargne hors zone d'émission	84 732	89 143	90 520	74 211	82 546	86 769	90 958	90 344	93 374	3,4%	13,1%	
Actions	2 644	3 059	2 855	1 692	2 862	3 028	2 705	2 827	3 006	6,3%	5,0%	
Obligations	2 866	1 332	481	1 232	2 756	2 764	3 094	3 118	3 055	-2,0%	10,9%	
OPCVM monétaires	12 868	14 424	14 947	11 647	6 976	6 399	9 851	5 938	4 981	-16,1%	-28,6%	
OPCVM non monétaires	28 753	29 556	27 078	17 941	19 052	19 558	19 139	19 335	19 594	1,3%	2,8%	
Contrats d'assurance-vie	37 601	40 772	45 158	41 700	50 899	55 020	56 168	59 127	62 739	6,1%	23,3%	
TOTAL	414 140	440 819	467 668	472 562	479 842	478 375	490 122	484 741	487 925	0,7%	1,7%	

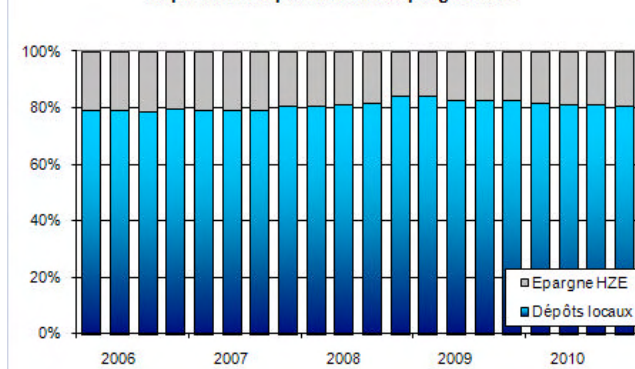
Dépôts locaux



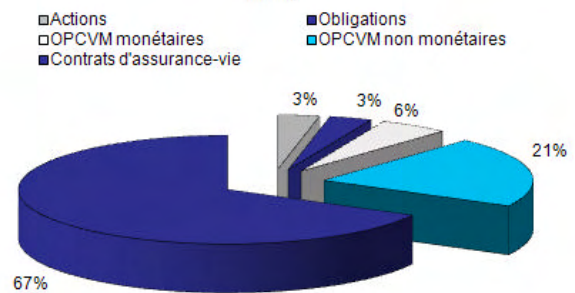
Epargne HZE



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE déc-10

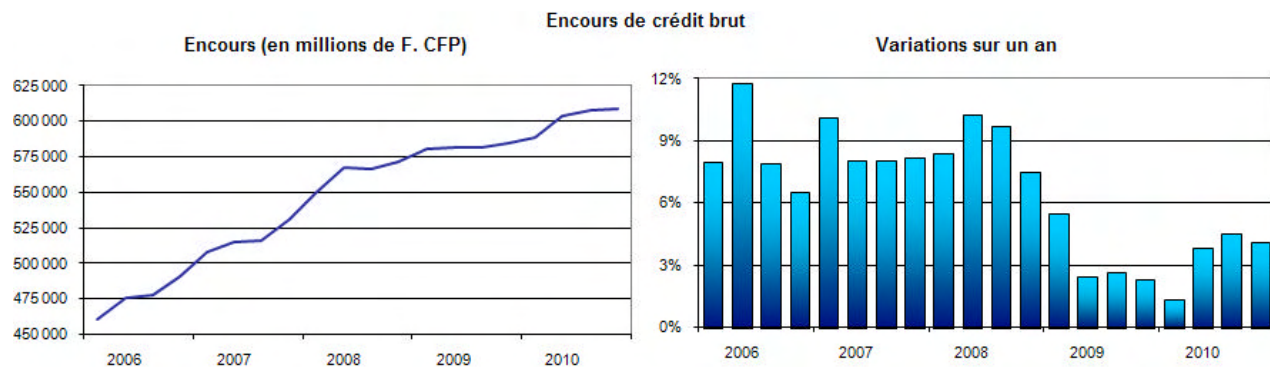


3. L'endettement des agents économiques

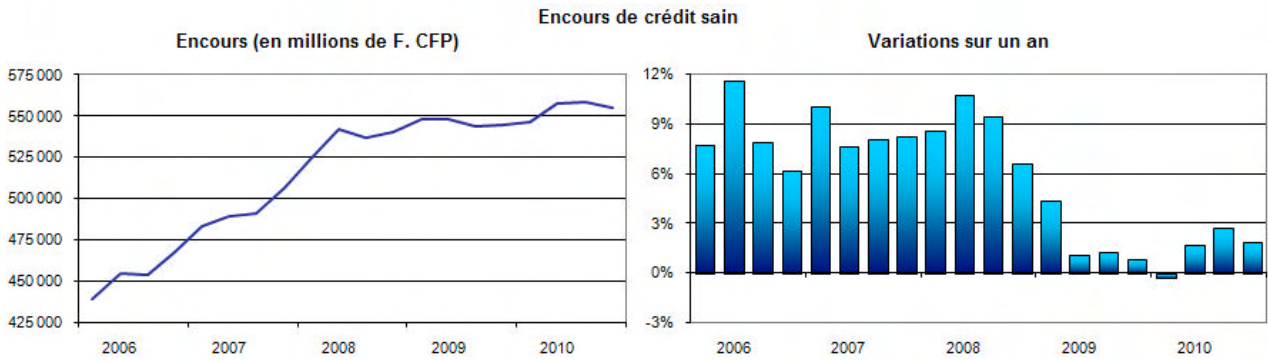
Remarque liminaire : L'application du nouveau système de reporting des établissements de crédit (SURFI - Système Unifié de Reporting Financier) à compter de l'arrêté de juin 2010 a conduit à une révision partielle (de juin 2009 à mars 2010) des données relatives aux encours de crédit.

3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

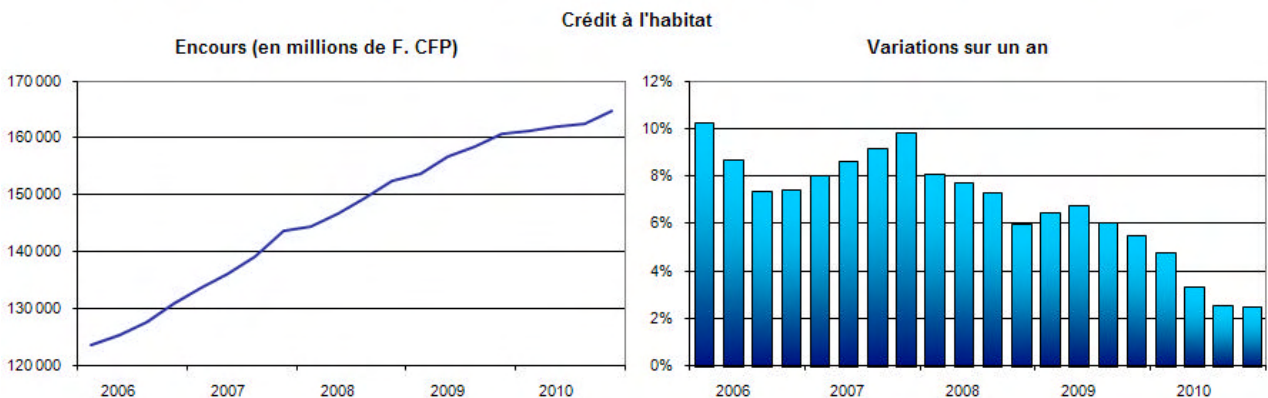
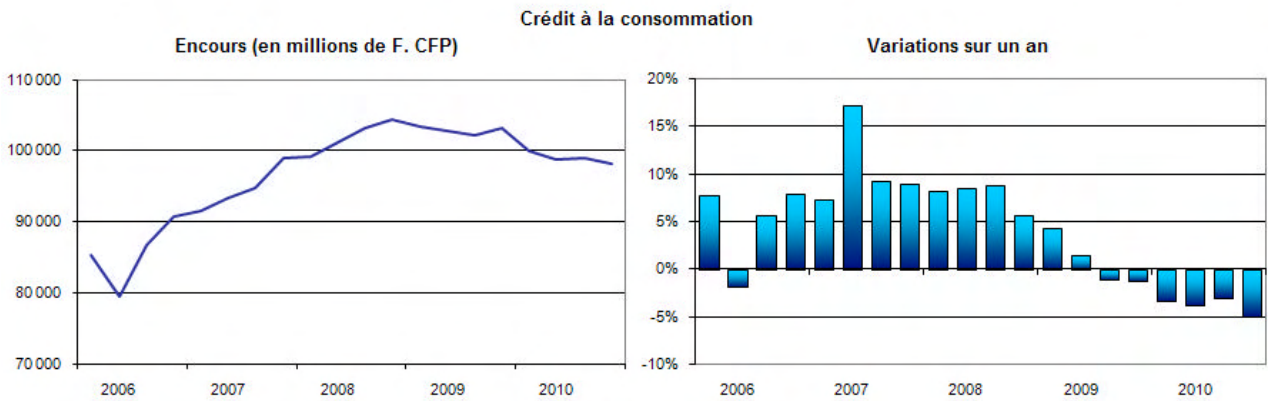
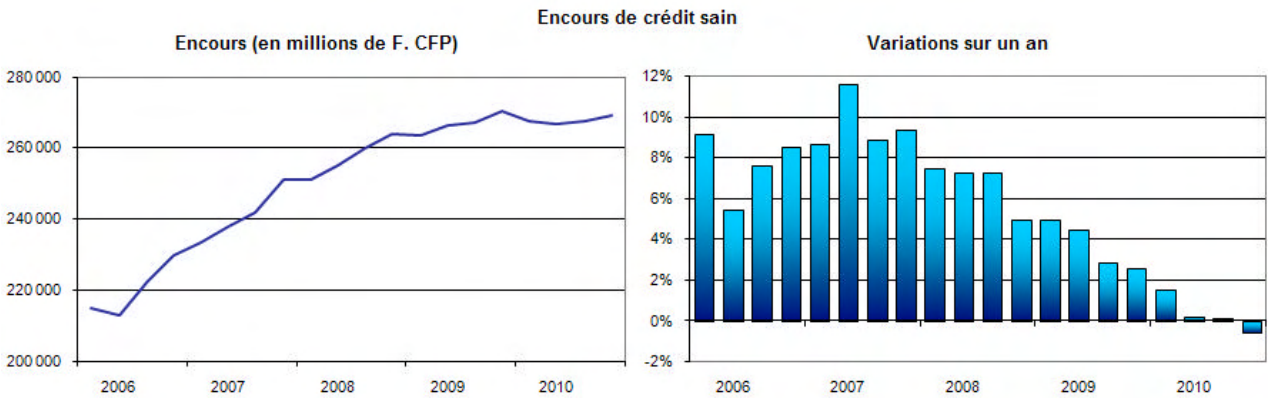
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
Entreprises	153 450	162 562	180 574	188 137	181 695	191 566	193 160	192 572	187 886	-2,4%	3,4%
Crédits d'exploitation	61 975	67 990	68 858	82 375	79 556	91 213	94 072	95 070	89 953	-5,4%	13,1%
Créances commerciales	3 593	4 132	4 669	4 175	3 780	3 422	3 323	2 989	2 934	-1,9%	-22,4%
Crédits de trésorerie	43 751	36 698	36 928	42 359	42 840	49 920	49 787	47 544	47 375	-0,4%	10,6%
dont entrepreneurs individuels	6 081	8 125	4 863	4 695	4 055	3 979	3 693	4 233	3 889	-8,1%	-4,1%
Comptes ordinaires débiteurs	14 632	27 160	27 260	35 841	32 937	37 871	40 962	44 537	39 644	-11,0%	20,4%
Crédits d'investissement	53 925	55 267	70 723	69 699	68 032	66 211	66 470	65 355	63 530	-2,8%	-6,6%
Crédits à l'équipement	51 805	53 136	66 875	67 655	66 166	64 423	64 818	63 864	62 081	-2,8%	-6,2%
dont entrepreneurs individuels	5 111	4 931	5 950	5 857	5 614	5 385	5 461	5 186	5 134	-1,0%	-8,5%
Crédit-bail	2 120	2 131	3 848	2 045	1 866	1 788	1 652	1 491	1 449	-2,8%	-22,4%
Crédits à l'habitat	12 506	14 151	16 198	20 388	19 876	19 651	18 716	18 708	19 351	3,4%	-2,6%
Autres crédits	25 043	25 154	24 795	15 675	14 230	14 491	13 902	13 438	15 052	12,0%	5,8%
Ménages	211 692	229 762	251 300	263 767	270 572	267 637	266 939	267 632	268 990	0,5%	-0,6%
Crédits à la consommation	83 999	90 705	98 906	104 460	103 171	99 992	98 819	99 016	98 073	-1,0%	-4,9%
Crédits de trésorerie	75 584	81 929	90 511	96 401	96 148	93 389	92 363	92 692	91 640	-1,1%	-4,7%
Comptes ordinaires débiteurs	5 390	5 962	5 128	5 198	4 668	4 349	4 319	4 333	4 427	2,2%	-5,2%
Crédit-bail	3 025	2 814	3 268	2 861	2 355	2 254	2 137	1 991	2 006	0,8%	-14,8%
Crédits à l'habitat	121 834	130 911	143 799	152 433	160 832	161 121	162 027	162 549	164 834	1,4%	2,5%
Autres crédits	5 859	8 146	8 594	6 874	6 569	6 524	6 094	6 067	6 082	0,3%	-7,4%
Collectivités locales	67 719	62 620	65 567	70 819	84 599	80 935	87 066	87 958	88 357	0,5%	4,4%
Crédits d'exploitation	3 252	2 587	2 589	1 238	993	559	741	662	625	-5,5%	-37,0%
Crédits de trésorerie	3 001	2 469	2 367	926	909	408	706	554	554	-0,2%	-39,1%
Comptes ordinaires débiteurs	251	118	222	312	84	151	35	108	72	-33,2%	-14,0%
Crédits d'investissement	59 764	56 893	60 053	66 718	81 179	77 966	83 852	84 868	85 024	0,2%	4,7%
Crédits à l'équipement	59 764	56 893	60 053	66 714	81 176	77 963	83 852	84 868	85 022	0,2%	4,7%
Crédit-bail	0	0	0	4	3	3	0	0	2		-38,5%
Crédits à l'habitat	1 148	1 778	1 815	1 824	1 760	1 758	1 757	1 755	2 069	17,9%	17,5%
Autres crédits	3 556	1 362	1 110	1 039	666	651	716	672	639	-5,0%	-4,1%
Autres agents de CCB non ventilés	8 181	13 271	9 363	17 705	7 976	6 243	9 100	9 079	8 499	-6,4%	6,6%
Total encours sain	441 042	468 215	506 803	540 428	544 842	546 381	556 265	557 240	553 732	-0,6%	1,6%
Créances douteuses brutes	20 207	23 108	24 714	31 124	40 117	42 141	46 061	48 928	54 081	10,5%	34,8%
Créances douteuses nettes	7 533	8 357	9 823	14 253	17 832	19 255	21 831	23 492	27 901	18,8%	56,5%
dont entreprises	3 280	3 732	4 964	9 058	12 078	12 986	15 456	17 533	22 377	27,6%	85,3%
dont ménages	3 628	4 443	4 849	5 162	5 728	6 244	6 262	5 946	5 490	-7,7%	-4,2%
Provisions	12 675	14 751	14 892	16 871	22 285	22 886	24 231	25 436	26 180	2,9%	17,5%
Total encours brut	461 249	491 323	531 518	571 553	584 959	588 521	602 326	606 168	607 813	0,3%	3,9%
Taux de créances douteuses	4,4%	4,7%	4,6%	5,4%	6,9%	7,2%	7,6%	8,1%	8,9%	0,8 pt	2 pts
Taux de provisionnement	62,7%	63,8%	60,3%	54,2%	55,6%	54,3%	52,6%	52,0%	48,4%	-3,6 pts	-7,1 pts



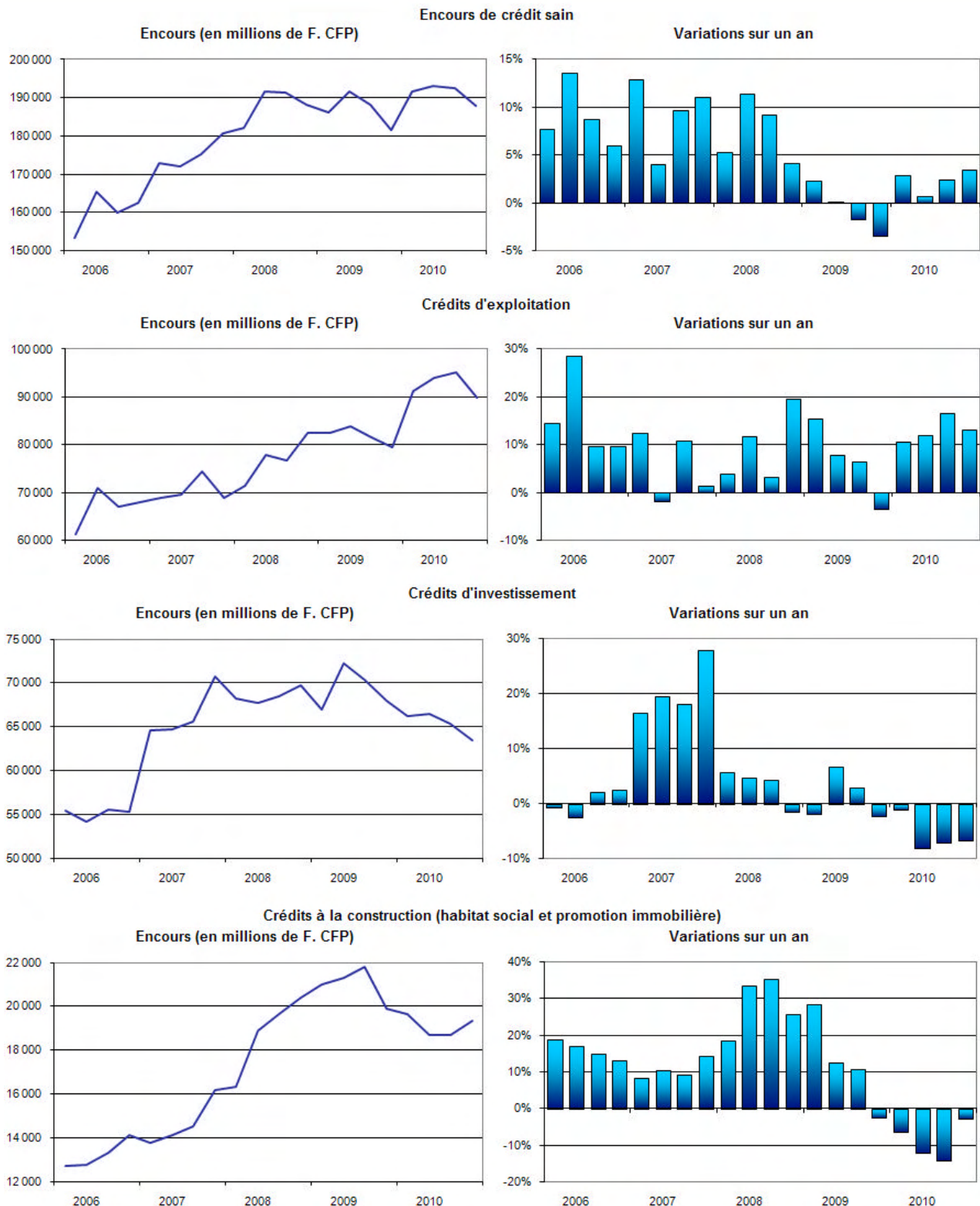
Conjoncture financière et bancaire



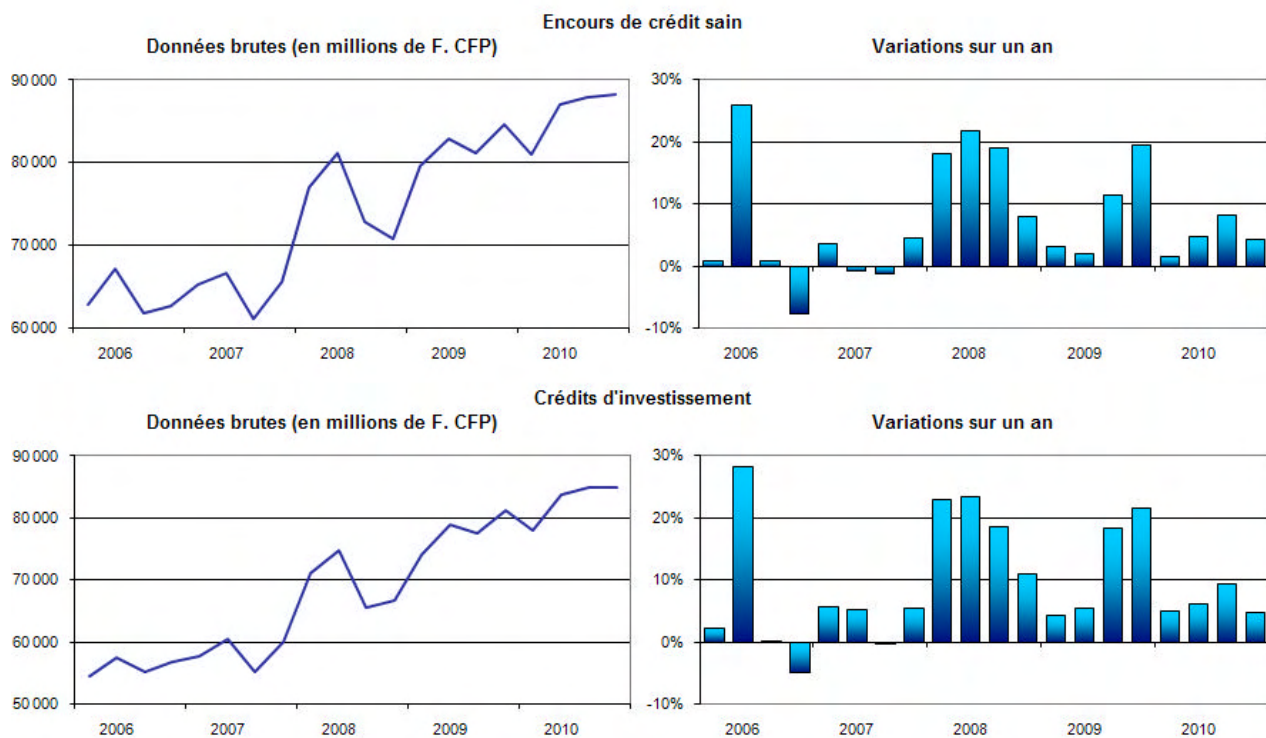
L'endettement des ménages



L'endettement des entreprises



L'endettement des collectivités locales



Conjoncture financière et bancaire

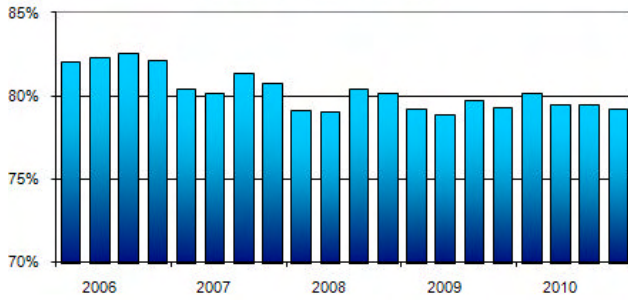
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept-10	déc.-10	1 trim	1 an
Entreprises	147 817	158 161	168 650	173 547	169 223	180 555	181 645	181 053	176 582	-2,5%	4,3%
Crédits d'exploitation	61 975	67 990	68 588	81 846	79 122	91 024	93 886	94 874	89 830	-5,3%	13,5%
<i>Créances commerciales</i>	3 593	4 132	4 669	4 175	3 780	3 422	3 323	2 989	2 934	-1,9%	-22,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	43 751	36 698	36 928	42 359	42 791	49 920	49 787	47 544	47 375	-0,4%	10,7%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	6 081	8 125	4 863	4 695	4 055	3 979	3 693	4 233	3 889	-8,1%	-4,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	14 632	27 160	26 990	35 312	32 551	37 682	40 777	44 341	39 521	-10,9%	21,4%
<i>Affacturage</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	49 174	51 578	59 631	56 026	56 230	55 581	55 333	54 225	52 541	-3,1%	-6,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	47 054	49 447	57 881	54 324	54 660	54 086	53 970	53 020	51 386	-3,1%	-6,0%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 111	4 931	5 940	5 843	5 590	5 382	5 457	5 163	5 102	-1,2%	-8,7%
<i>Crédit-bail</i>	2 120	2 131	1 750	1 702	1 570	1 495	1 363	1 205	1 156	-4,1%	-26,4%
Crédits à l'habitat	12 506	14 151	16 198	20 388	19 876	19 651	18 716	18 708	19 351	3,4%	-2,6%
Autres crédits	24 162	24 442	24 234	15 287	13 995	14 299	13 710	13 246	14 859	12,2%	6,2%
Ménages	190 130	204 308	222 731	233 367	239 060	235 815	234 475	235 516	235 055	-0,2%	-1,7%
Crédits à la consommation	80 556	86 758	94 569	99 793	97 970	94 678	93 455	93 602	92 498	-1,2%	-5,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	72 142	77 982	86 174	91 734	90 947	88 074	86 999	87 278	86 064	-1,4%	-5,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	5 390	5 962	5 128	5 198	4 668	4 349	4 319	4 333	4 427	2,2%	-5,2%
<i>Crédit-bail</i>	3 025	2 814	3 268	2 861	2 355	2 254	2 137	1 991	2 006	0,8%	-14,8%
Crédits à l'habitat	103 744	109 403	119 568	126 700	134 521	134 614	134 927	135 847	136 475	0,5%	1,5%
Autres crédits	5 830	8 146	8 594	6 874	6 569	6 524	6 094	6 067	6 082	0,3%	-7,4%
Collectivités locales	8 655	5 211	5 590	4 520	8 901	8 333	8 706	8 387	8 449	0,7%	-5,1%
Crédits d'exploitation	3 252	2 587	2 454	1 126	993	559	741	662	625	-5,5%	-37,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	3 001	2 469	2 232	814	909	408	706	554	554	-0,2%	-39,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	251	118	222	312	84	151	35	108	72	-33,2%	-14,0%
Crédits d'investissement	3 078	2 270	2 734	2 885	7 561	7 444	7 572	7 377	7 196	-2,5%	-4,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	3 078	2 270	2 734	2 885	7 561	7 444	7 572	7 377	7 196	-2,5%	-4,8%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	0	0	74	69	70	69	67	66	379	477,3%	438,9%
Autres crédits	2 326	354	329	440	276	261	326	282	249	-11,8%	-10,0%
Autres agents de CCB non ventilés	8 181	13 271	8 361	16 501	7 813	5 832	8 689	8 668	8 088	-6,7%	3,5%
Total encours sain	354 783	380 951	405 333	427 935	424 996	430 535	433 515	433 623	428 174	-1,3%	0,7%
Créances douteuses brutes	19 286	22 736	23 993	30 494	39 268	41 252	45 113	48 059	53 177	10,6%	35,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	6 611	7 985	9 211	13 733	17 093	18 476	20 992	22 733	27 107	19,2%	58,6%
<i>dont entreprises</i>	3 061	3 729	4 576	8 812	11 671	12 584	15 077	17 146	21 859	27,5%	87,3%
<i>dont ménages</i>	3 402	4 074	4 626	4 888	5 396	5 867	5 892	5 574	5 214	-6,5%	-3,4%
<i>Provisions</i>	12 675	14 751	14 782	16 761	22 175	22 776	24 121	25 326	26 070	2,9%	17,6%
Total encours brut	374 069	403 687	429 326	458 429	464 264	471 787	478 627	481 682	481 351	-0,1%	3,7%
Taux de créances douteuses	5,2%	5,6%	5,6%	6,7%	8,5%	8,7%	9,4%	10,0%	11,0%	1,1 pt	2,6 pts
Taux de provisionnement	65,7%	64,9%	61,6%	55,0%	56,5%	55,2%	53,5%	52,7%	49,0%	-3,7 pts	-7,4 pts

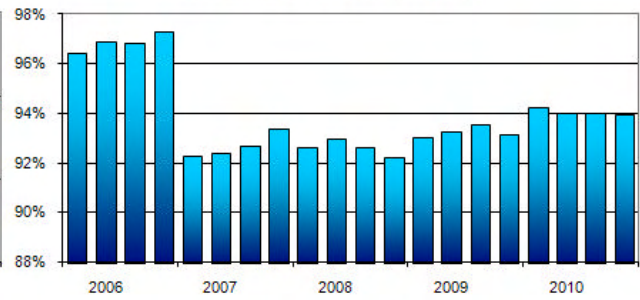
Conjoncture financière et bancaire

Parts de marché des établissements installés localement

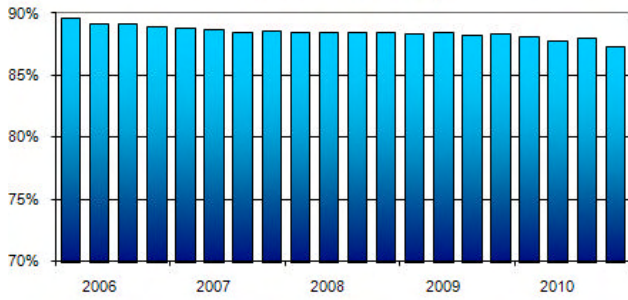
Encours de crédit brut total



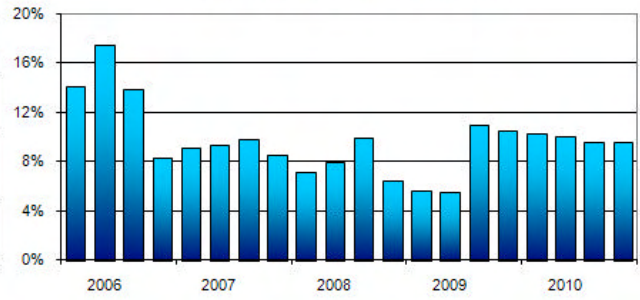
Encours de crédit aux entreprises



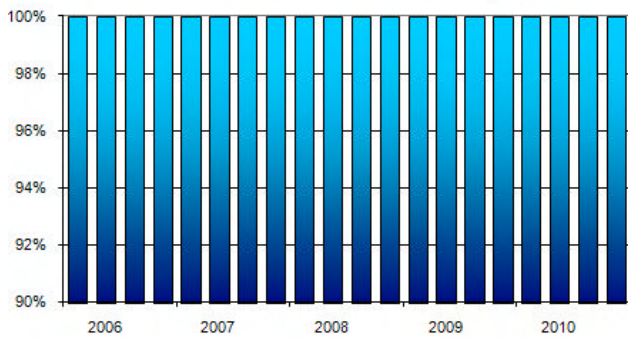
Encours de crédit aux ménages



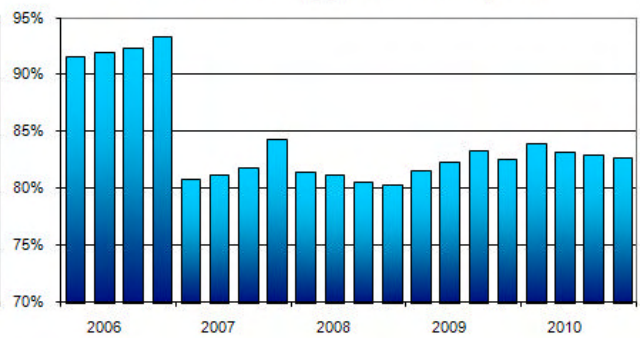
Encours de crédit aux collectivités locales



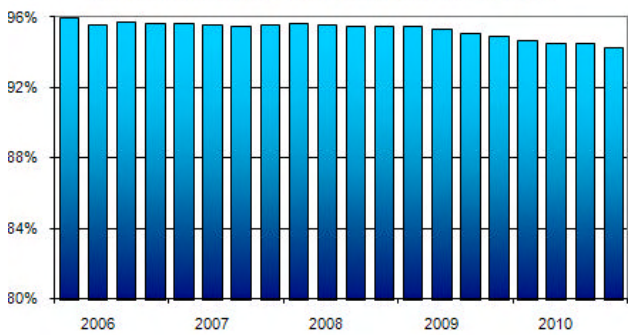
Encours de crédit à la construction des entreprises



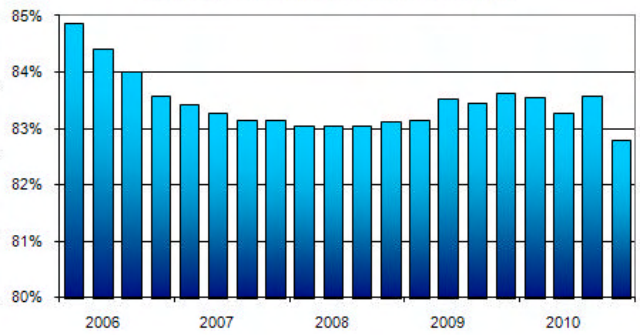
Encours de crédit d'équipement des entreprises



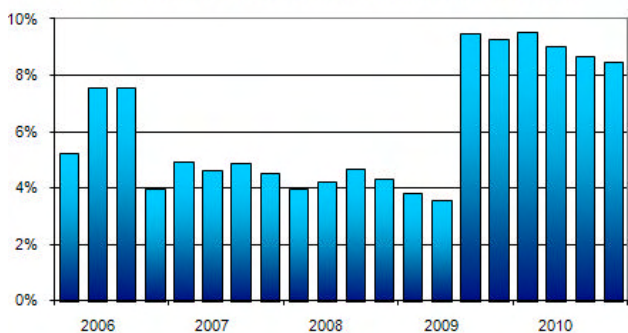
Encours de crédit à la consommation des ménages



Encours de crédit à l'habitat des ménages



Encours de crédit d'investissement des collectivités locales

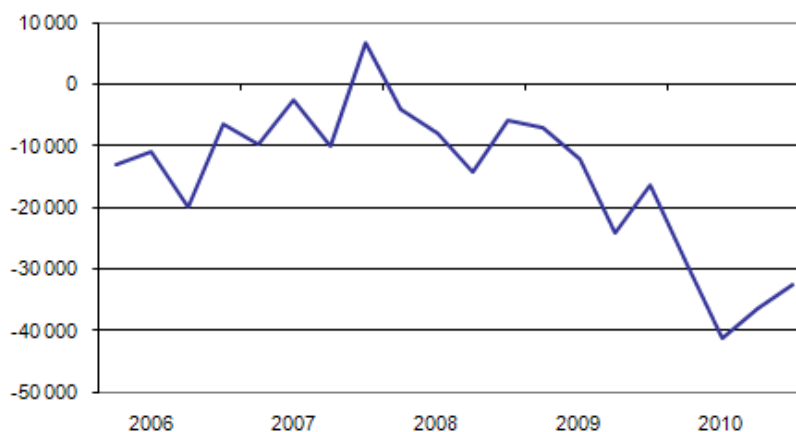


4. Le financement des crédits bancaires

4.1 L'équilibre emploi-ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an	
Emplois	385 375	416 868	446 782	473 279	486 749	490 923	511 677	502 961	499 870	-0,6%	2,7%	
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	
Crédits bruts	374 671	403 704	429 326	458 429	464 330	471 842	478 644	481 681	481 336	-0,1%	3,7%	
Réserves obligatoires et libres	10 704	13 164	10 728	14 851	22 419	19 081	33 033	21 280	18 533	-12,9%	-17,3%	
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	6 728	0	0	0	0	0	0	-	-	
Ressources	385 374	416 867	446 782	473 281	486 749	490 923	511 677	502 961	499 870	-0,6%	2,7%	
Dépôts collectés (- encaisses)	318 535	338 687	365 299	384 949	383 541	377 580	387 692	383 877	383 592	-0,1%	0,0%	
Ressources propres - Valeurs immobilisées	35 373	43 423	47 082	51 828	60 364	61 839	62 049	63 867	65 103	1,9%	7,8%	
Excédent des opérations diverses des EC	19 964	23 581	29 796	25 307	22 540	20 513	18 461	16 835	15 586	-7,4%	-30,9%	
Réescompte	6 535	4 855	4 605	5 303	3 902	2 407	2 199	1 898	3 037	60,0%	-22,2%	
Position extérieure nette des EC (si négative)	4 967	6 321	0	5 893	16 401	28 585	41 276	36 483	32 552	-10,8%	98,5%	

Position extérieure nette (en millions de F CFP)

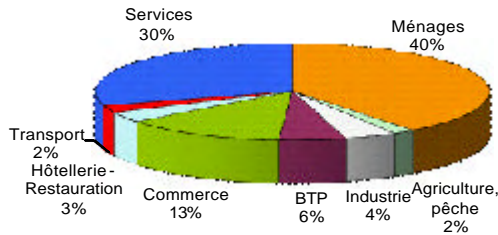


4.2 Le réescompte

Cotation et réescompte	Montants en millions de XPF										Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an	
Cotation												
Nombre d'entreprises cotées	4 949	4 823	5 242	4 472	4 960	5 651	5 863	6 209	6 367	2,5%	28,4%	
Nombre d'entreprises cotées et éligibles	1 512	1 593	1 250	1 454	1 464	1 573	1 638	1 295	1 452	12,1%	-0,8%	
Taux d'éligibilité	31%	33%	24%	33%	30%	28%	28%	21%	23%	-	-	
Refinancement	6 750	5 883	4 606	5 303	3 899	2 408	2 199	1 897	3 037	60,1%	-22,1%	
Engagements à court terme	2 086	1 945	2 036	2 744	1 523	1 152	1 095	980	1 706	74,1%	12,0%	
Engagements à moyen terme	4 665	3 938	2 570	2 559	2 376	1 256	1 104	917	1 331	45,1%	-44,0%	

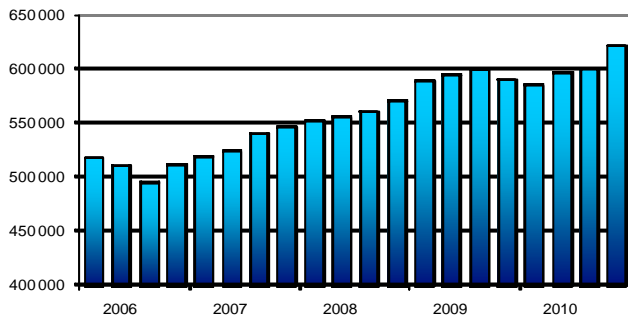
5. Les engagements sectoriels

Répartition des engagements par secteur au 31 décembre 2010

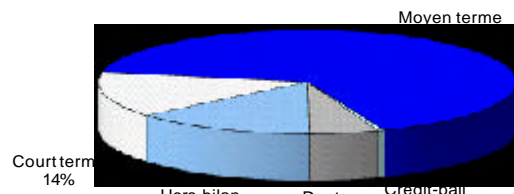


EVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DECLARES AU SCR

Encours (en millions de F. CFP)

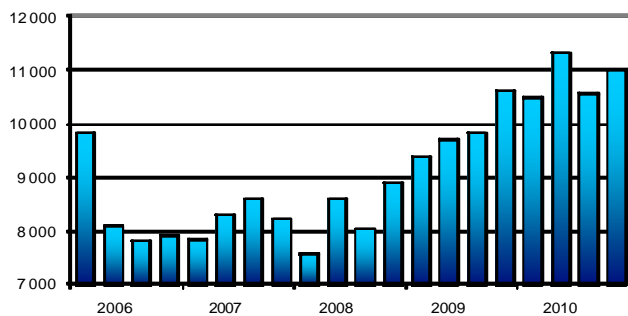


Structure en %

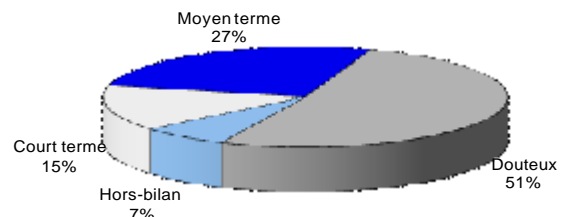


AGRICULTURE, PECHE, ELEVAGE

Encours (en millions de F. CFP)

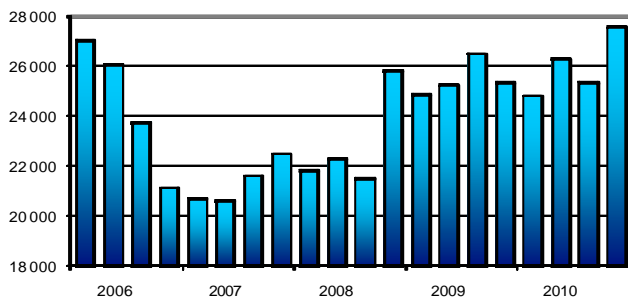


Structure en %

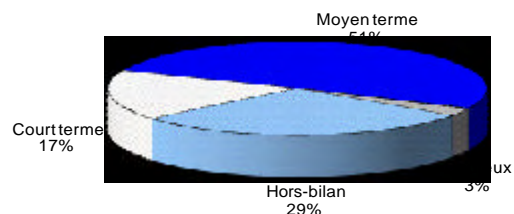


INDUSTRIE

Encours (en millions de F. CFP)

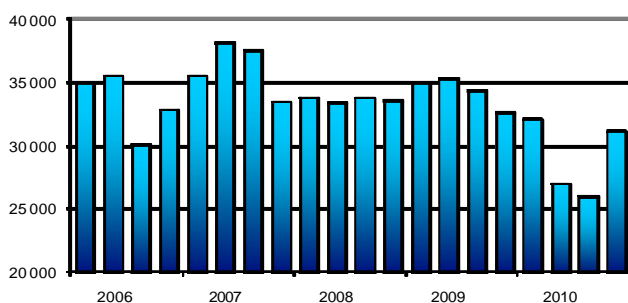


Structure en %

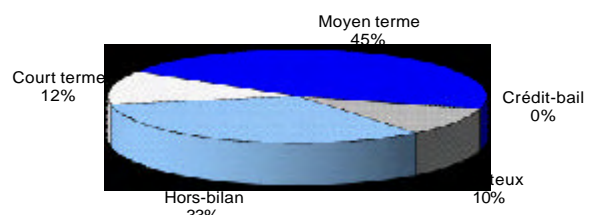


BTP

Encours (en millions de F. CFP)



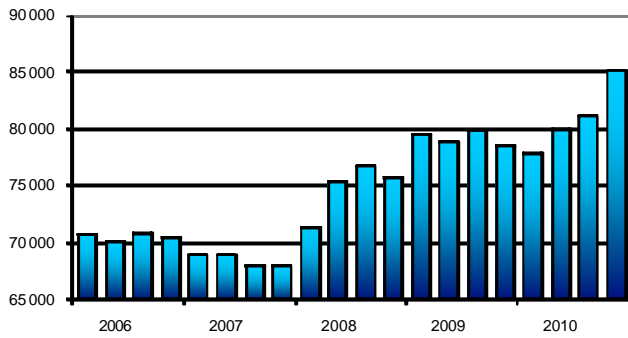
Structure en %



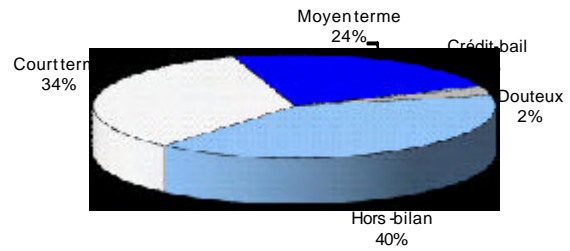
Conjoncture financière et bancaire

COMMERCE

Encours (en millions de F. CFP)

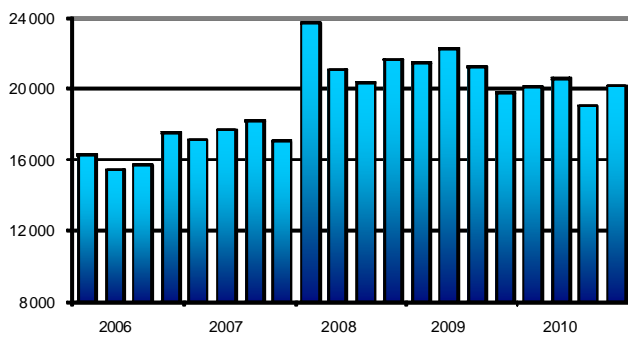


Structure en %

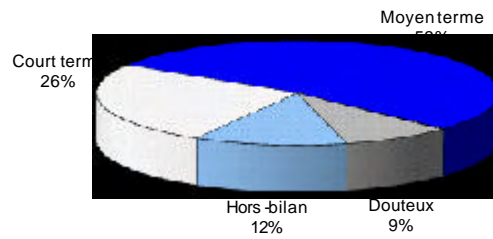


HOTELLERIE - RESTAURATION

Encours (en millions de F. CFP)

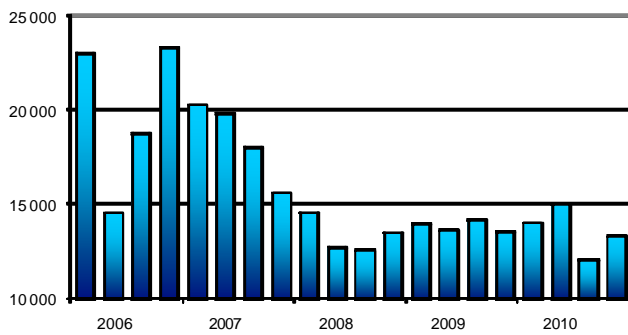


Structure en %

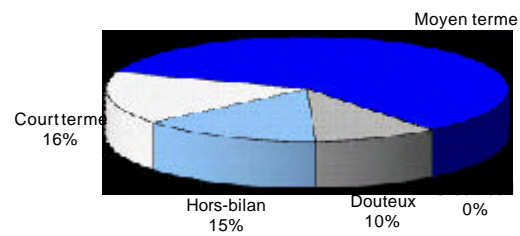


TRANSPORT

Encours (en millions de F. CFP)

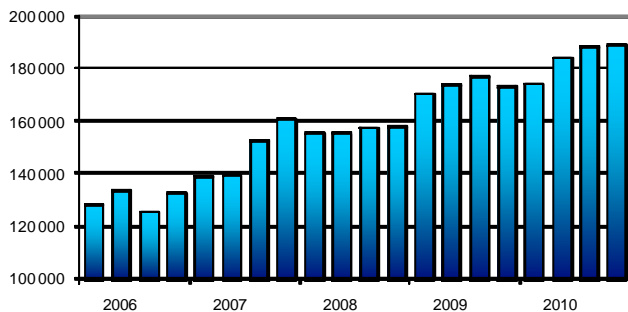


Structure en %

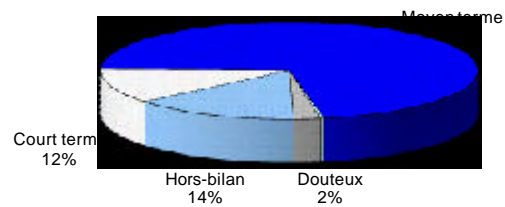


SERVICES

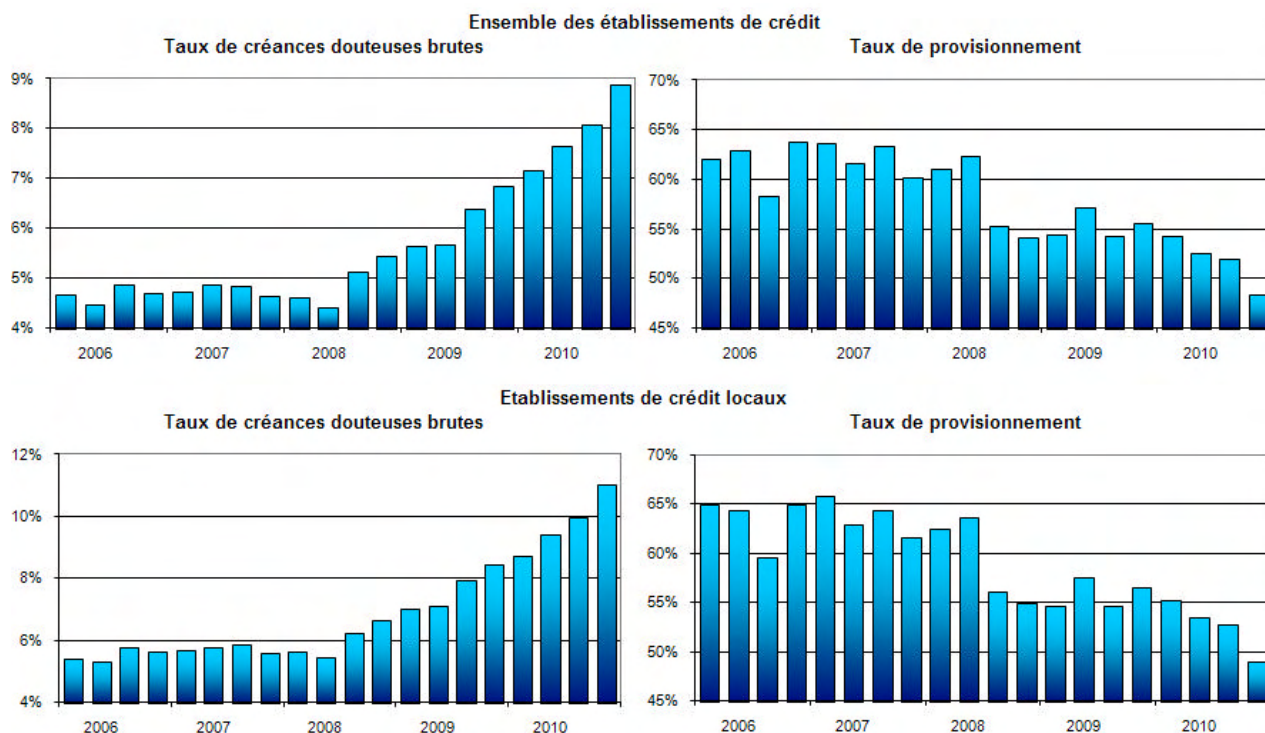
Encours (en millions de F. CFP)



Structure en %



6. Les indicateurs de vulnérabilité



7. Les échanges de valeurs

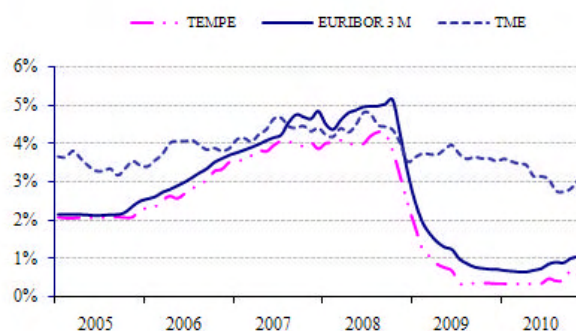
Echanges de valeurs	4e trim.	4e trim.	4e trim.	4e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Variations	
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2010	2010	2010	1 trim.	1 an
En nombre	3 292 048	3 272 305	3 348 216	3 315 592	3 269 561	2 875 712	2 896 451	2 976 689	3 189 574	7,2%	-2,4%
Chèques	1 667 980	1 624 848	1 581 302	1 539 401	1 494 820	1 351 047	1 350 796	1 388 708	1 450 507	4,5%	-3,0%
Virements	461 014	423 414	452 698	465 365	512 323	449 271	493 321	488 097	556 660	14,0%	8,7%
Effets et avis de prélèvements	456 460	473 653	494 032	491 702	427 910	340 152	303 294	337 296	359 391	6,6%	-16,0%
Opérations monétiques	665 301	697 165	772 801	774 098	792 854	708 632	723 104	735 991	794 613	8,0%	0,2%
Autres	41 293	53 225	47 383	45 026	41 654	26 610	25 936	26 597	28 403	6,8%	-31,8%
En millions de F CFP	278 509	297 837	303 431	318 237	311 031	268 412	257 677	287 363	288 849	0,5%	-7,1%
Chèques	138 560	141 888	140 130	145 859	133 269	121 792	103 997	120 471	117 729	-2,3%	-11,7%
Virements	115 367	132 386	138 323	146 903	153 322	123 523	131 664	144 251	147 818	2,5%	-3,6%
Effets et avis de prélèvements	13 787	14 173	15 592	16 070	15 464	14 786	14 062	14 540	14 555	0,1%	-5,9%
Opérations monétiques	8 436	6 716	7 446	7 366	7 377	6 377	6 484	6 623	7 275	9,9%	-1,4%
Autres	2 360	2 674	1 940	2 039	1 599	1 933	1 470	1 479	1 472	-0,5%	-8,0%

8. Rappel des taux

8.1 Les taux réglementés

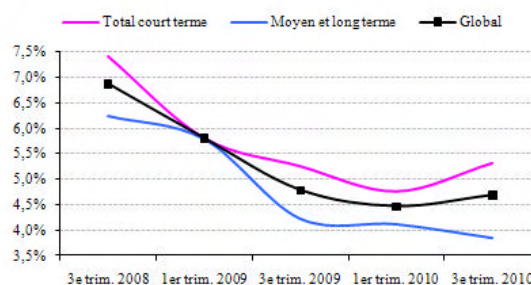
TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM	
Taux de la facilité de dépôt	0,25%
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,25%
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%
Taux de l'escompte de chèque	1,75%
TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2009 (JORF du 11/02/2009)	3,79%
ANNEE 2010 (JORF du 11/02/2010)	0,65%
ANNEE 2011 (JORF du 03/02/2011)	0,38%

8.2 Les principaux taux de marché



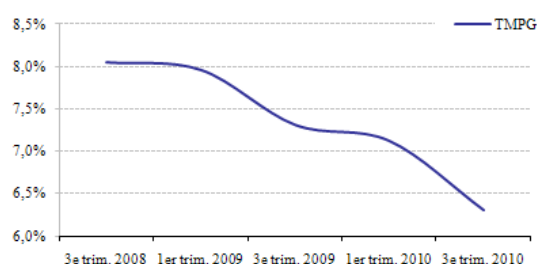
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises

	3e trim. 2008	1er trim. 2009	3e trim. 2009	1er trim. 2010	3e trim. 2010	Variation annuelle
Total court terme	7,40%	5,81%	5,26%	4,77%	5,32%	6 pb
Moyen et long terme	6,24%	5,79%	4,23%	4,12%	3,85%	-38 pb
Global	6,87%	5,80%	4,78%	4,46%	4,68%	-10 pb



8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers

	3e trim. 2008	1er trim. 2009	3e trim. 2009	1er trim. 2010	3e trim. 2010	Variation annuelle
Prêts immobiliers	6,20%	6,03%	5,54%	5,23%	4,97%	-57 pb
Prêts immobiliers	6,41%	6,63%	5,65%	-	-	-
Prêts personnels <181920 FC FP	13,50%	12,00%	12,68%	13,29%	12,49%	-19 pb
Découverts	9,99%	9,97%	9,64%	9,25%	8,55%	-109 pb
Prêts personnels >181920 FC FP	8,43%	8,55%	7,78%	8,08%	6,88%	-90 pb
TMPG	8,05%	7,96%	7,31%	7,12%	6,30%	-101 pb



8.5 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

Conjoncture financière et bancaire

<i>Particuliers</i>	1er trim. 2010	2e trim. 2010	3e trim. 2010	4e trim. 2010	1er trim. 2011
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	6,57%	6,29%	6,09%	5,60%	5,51%
- Prêts à taux variable	5,92%	5,72%	5,35%	5,05%	4,96%
- Prêts relais	6,40%	6,25%	5,96%	6,27%	5,88%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	21,45%	21,63%	21,15%	21,32%	21,31%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	19,71%	19,45%	19,27%	19,32%	19,67%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	8,88%	8,85%	8,61%	8,15%	7,77%
Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale					
	1er trim. 2010	2e trim. 2010	3e trim. 2010	4e trim. 2010	1er trim. 2011
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,57%	9,53%	9,27%	9,05%	8,01%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,53%	5,32%	4,99%	5,09%	4,97%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,61%	5,75%	6,25%	5,79%	5,65%
Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,21%	13,33%	13,39%	13,59%	13,77%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	5,71%	5,73%	5,93%	5,60%	5,63%
Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale					
	1er trim. 2010	2e trim. 2010	3e trim. 2010	4e trim. 2010	1er trim. 2011
Découverts en compte	13,21%	13,33%	13,39%	13,59%	13,77%

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE
Responsable de la rédaction : Max REMBLIN
Editeur : IEOM - Etablissement public
Achévé d'imprimer le 31 mars 2011
Dépôt légal : 31 mars 2011 - N° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
Agence de Polynésie française
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@mail.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03